



Dominique Lestrat, militant de la Fédération anarchiste, en grève de la faim contre l'arbitraire de l'administration de la santé.

T2137-536-8,00 F

le monde
Libertaire

ISSN 0026-9433

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N°536 JEUDI 21 JUIL 1984 8,00 F



**LE RACISME
C'EST LA GANGRÈNE,
ON L'ÉLIMINE OU
ON EN CRÈVE !**



FOP 2520

éditions



• Un autocollant anti-militariste a été édité. Il est vendu 5 F les 10 exemplaires et 1 F pièce.

• Un autocollant anti-fasciste a été édité. Il est vendu 5 F les 10 exemplaires et 1 F pièce.



• Le n°2 du Magazine libertaire est paru. Au sommaire : Au boulot, par J.-P. Germain — Contre-pouvoir, par Gilbert Alvarez — De la manipulation, par Geneviève — Toxique, entretien avec le D^r Oliveinstein — Question de style, par Serge Pieters-Wilmet — Demain, j'enlève le masque, par Bernold Noircueil — Infance, par Jean Guidoni — La femme et la putain, par Max Chaleil — Pourquoi chez les flics ?, par Luciano Loiacono — Boulevard Suchet, par L.L. — Kafka et l'anarchisme, par Almudena Tebar — Introduction à la B.D. subversive, par Yves Frémion.



• Le groupe de Fresnes-Antony vient de faire paraître le n°15 de *La Commune libertaire*. Au sommaire : Antony, enjeu de pouvoir...

Permanence du Secrétariat aux relations intérieures :
le samedi de 14 h 30 à 18 h,
145, rue Amelot, 75011 Paris (m° République)
tél. : 805.34.08

communiqués

• **POITIERS**
La liaison de Poitiers vient d'acquérir une boîte postale, les libertaires de la Vienne peuvent désormais nous contacter en écrivant au C.E.R.I.L., B.P. 166, 86004 Poitiers cedex.

• **LILLE**
Le groupe Benoît-Brouchoux sera présent, samedi 23 juin, à l'occasion des Assises de la Jeunesse (de 14 h à 24 h) place de la République, Lille. Au programme : table de presse, livres, montage diapos sur les accords Henu-Savary, débat sur l'antimilitarisme.

• **CHERBOURG**
Le groupe de Cherbourg informe les sympathisants de la région qu'il tient une permanence tous les jeudis au C.A.C., 20, rue de l'Abbaye, dans le cadre de l'association du Groupe de recherches et d'études libertaires.

• **TOURS**
Nous vous informons qu'à partir du 1^{er} juin notre boîte postale change. Pour tous ceux qui veulent nous contacter, écrire désormais à Groupe de Tours de la F.A., B.P. 2114, 37021 Tours cedex.

Par ailleurs, le groupe assure toujours la vente du *Monde libertaire* le samedi de 15 h à 17 h, rue de Bordeaux (rue piétonne).

• **LILLE**
On peut contacter le groupe Benoît-Brouchoux en écrivant au Cercle d'études sociales, B.P. n°4, 59651 Villeneuve-d'Ascq cedex.

éditions

AFFICHES

- Coût à l'unité, au-dessus de 10 exemplaires : 0,70 F ; 5 F à l'unité :
- Autogestion..... gr. Fresnes-Antony
- Autogestion..... gr. Malatesta
- La guerre, il faut s'y opposer..... gr. Varlin
- Radio-Libertaire, une radio sans publicité.....
- Radio-Libertaire, la voix sans maître.....
- Non aux ventes d'armes..... gr. de Toulouse
- Le « Monde libertaire », un outil.....
- Voter, c'est abdiquer.....
- Toute élection est une démission..... gr. de Toulouse
- Coût à l'unité, au-dessus de 10 exemplaires : 1 F ; 5 F à l'unité :
- Le militarisme et l'impérialisme..... gr. de Paris 15°
- Déclaration universelle des droits de l'homme.....
- Coût à l'unité, en dessous de 500 exemplaires : 1 F ; au-dessus, 0,90 F :
- Vaincre la crise..... gr. Jacob
- Coût à l'unité, au-dessus de 10 exemplaires, 0,70 F ; Autogestion..... gr. Jacob
- Coût à l'unité, 0,95 F :
- Rendez-vous avec l'anarchisme..... gr. Jacob

AUTOCOLLANTS

- Coût à l'unité : 2 F ; 20 F les 50 exemplaires :
- Français-Immigrés, une seule classe ouvrière.....
- Halte aux crimes racistes..... gr. Libertad
- Coût à l'unité, 1 F :
- R.-L., la voix sans maître sur 89,5 MHz.....
- Coût à l'unité, 6 F :
- Radio-Libertaire sur 89,5 MHz.....

débats

• **ANGOULÊME**
Le jeudi 21 juin 1984, à 21 h, le groupe d'Angoulême organise à la M.J.C. Marengo, une réunion-débat sur le thème : « La gauche au pouvoir... Bonjour la montée du racisme ! Bonjour la montée de l'extrême droite ! ».

liste des permanences des groupes f.a.

Liaison Bas-Rhin : permanences chaque vendredi, de 11 h 30 à 13 h, au cours de la tenue de la table de presse, au restaurant universitaire Paul-Appel, à Strasbourg, et le dernier jeudi du mois, à partir de 20 h, au Cardak, 13, rue du Général-Zimmer, Strasbourg.

Groupe « Michel-Bakounine » : permanences tous les jeudis, de 20 h 30 à 21 h 30, Maison des syndicats, salle n°2, 2, rue de la Touche-Tréville, 17300 Rochefort.

Groupe Région toulonnaise : le samedi de 15 h 30 à 18 h, au Centre d'études et de culture libertaires, cercle J.-Rostand, rue Montébello, Toulon.

Groupe de Rennes : permanence le mardi à partir de 20 h, à la M.J.C. La Paillette.

Groupe d'Angers : permanences tous les vendredis, de 18 h à 19 h, à la librairie La Tête en bas, 17, rue des Poëliers, à Angers.

Groupe de Marseille : permanence le samedi de 14 h à 17 h, 3, rue de la Fontaine-de-Caylus, 13002 Marseille.

Groupe de Béziers : permanence le vendredi de 15 h à 18 h sur les Allées, au cours de la tenue de la table de presse.

Groupe du 11^e : permanence à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris, tous les mardis de 10 h à 15 h.

Groupe d'Amiens : permanences tous les mardis de 19 h à 20 h, salle Dewailly, 80000 Amiens. « Germinal », c/o B.P. n°7, 80330 Longueau.

Groupe « Nestor-Makhno » de Saint-Etienne : permanences tous les mardis à partir de 19 h 30, salle 15 bis C.N.T.-L.P., Bourse du travail, cours Victor-Hugo, à Saint-Etienne.

Groupe « Les Temps nouveaux » de Brest : permanence le 3^e samedi de chaque mois, de 10 h à 12 h, au centre social de Pen-Ar-Creach, rue du Professeur-Christien.

Groupe Fresnes-Antony : permanences le samedi de 10 h à 12 h et le dimanche de 10 h à 13 h, au 34, rue de Fresnes, 92160 Antony, tél. : 668.48.58.

Liaison Blois : permanence le jeudi de 18 h à 22 h, au 24, rue Jean-de-La-Fontaine, apt. 57, Blois, tél. 74.26.02.

Groupe d'Antizy-le-Château : permanences les lundis de 19 h à 20 h, salle communautaire du Moulin de Paris, Merlieux, 02000 Laon, tél. : (23) 80.17.09.

Groupe « Voline » : permanence le mercredi à 20 h 30 au 26, rue Piat, 75020 Paris.

Groupe « Proudhon » de Besançon : permanences les mercredis et samedis, de 16 h à 19 h, au 77, rue Battant, à Besançon.

Groupe d'Aubenas : permanence de 10 h à 12 h, sur le marché d'Aubenas, au cours de la tenue de la table de presse.

Groupe « Louise-Michel » : permanence le lundi, de 18 h 30 à 20 h, au 10, rue Robert-Planquette, 75018 Paris.

Groupe de Lille : permanences tous les mercredis (excepté pendant les vacances scolaires) dans le hall de l'université de Lille III, de 11 h 45 à 13 h 45, à Villeneuve-d'Ascq.

Groupe d'Agén : permanences de 14 h à 16 h, les premiers et troisièmes samedis de chaque mois, au 64, rue de l'Angle-droit, 47000 Agén.

Groupe « Albert-Camus » de Toulouse : permanences dans les locaux du C.E.A.C., au 1 bis, rue Gramat, le jeudi de 18 h à 20 h ; et le dimanche de 10 h 30 à 12 h, à sa table de presse au marché Saint-Sernin.

Liaison de Lyon : permanences les 2^e et 4^e mercredis de chaque mois, de 20 h à 21 h 30, rue Pierre-Blanc, à Lyon.

Groupe « Louis Bertho-Lepetit » : permanence au Cercle Garcia-Lorca, 15, rue Gracieuse, 75005 Paris, chaque premier lundi du mois.

Groupe de Dijon : permanence le samedi de 15 h à 17 h 30, au 61, rue Jeannin, à Dijon.

Groupe « Sacco-et-Vanzetti » : permanences tous les mercredis de 15 h à 18 h et les dimanches, de 10 h à 12 h, au 1 bis, rue Emilie, 77500 Chelles.

Groupe « Manuel-Devaldes » d'Evreux : permanences les derniers samedis de chaque mois, de 14 h à 16 h, à la Maison des associations, derrière la mairie d'Evreux.

Groupe de Nantes : permanences tous les 1^{er} et 3^e samedis de chaque mois, au 32, quai Malakoff, à Nantes.

Groupe « Buenaventura-Durruti » de Bordeaux : permanence du groupe chaque jeudi, de 19 h 30 à 20 h 30, au 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux.

Groupe « Kropotkine » d'Argenteuil : permanences les 2^e et 4^e samedis de chaque mois, de 15 h à 18 h, au local de l'A.P.K., 32, rue Ary-Sheffer, (au fond du chemin, à droite), 95100 Argenteuil.

Groupe de Cherbourg : permanences tous les jeudis, de 18 h 30 à 20 h, au G.R.E.L., 20, rue de l'Abbaye, à Cherbourg.

sommaire

PAGE 2 : Activité des groupes de la F.A. — PAGE 3 : Editorial, En Bref, Manif contre Le Pen, Libérez Kader, Soutien à Dominique Lestrat — PAGE 4 : Justice socialiste, Un « Monde » à part — PAGE 5 : Dieu comptera les siens, Le loup et la peau d'agneau — PAGE 6 : Dominique Lestrat en grève de la faim — PAGE 7 : 39^e congrès de la Fédération anarchiste — PAGE 8 : Berlinguer, Les internements en Union soviétique — PAGE 9 : Relations internationales — PAGE 10 : Archives — PAGE 11 : Note de lecture, Chanson, Théâtre, Programmes de Radio-Libertaire — PAGE 12 : L'Impérialisme financier des Etats-Unis, Election européenne.

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction-Administration
145, rue Amelot 75011 Paris, tél. 805.34.08.

TARIF	France	Sous plus fermé	Etranger
3 mois 13 n°	85 F	95 F	120 F
6 mois 25 n°	155 F	180 F	230 F
1 an 50 n°	300 F	335 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner au 145 rue Amelot 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

A partir du n° (inclus) Pays

Abonnement Réabonnement Abonnement de soutien

Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre Règlement (à joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre poste

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11^e
 Directeur de publication : Maurice Joyeux
 Commission paritaire n°55 635
 Imprimerie : Roto de Paris, 24, rue des Rigoles, Paris 20^e
 Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977
 Routage 205 — Publi Routage
 Diffusion SAEM Transport Presse

en bref...en bref...

• **Ecoutez, May Picqueray sera projeté** dimanche 17 juin, à 12 h, 30, rue Saint-André-des-Arts, au cinéma du même nom, métro : Saint-Michel. Lors de cette séance, les spectateurs pourront dialoguer avec les amis de May, Bernard Baisat et le réalisateur du film. Un débat sur la pédagogie libertaire (Francisco Ferrer, Athènes...), animé par Ramon Safon aura lieu, vendredi 22 juin, à 20 h, 15, rue Gracieuse, Paris 5^e (métro : Monge).

• **Bruno Decommines, Frédéric Delarge et Michèle Rouche ont été arrêtés**, le 6 septembre 1983, devant le P.C. atomique de Taverny, alors qu'ils portaient en silence des panneaux expliquant la force de frappe française, car Michèle inscrivait sur le sol : « Mémorial des otages vivants du nucléaire ». Soutenez-les en écrivant au Président du tribunal de police de Montmorency.

• **Eric Gonin, incorporé en Allemagne** depuis le 1^{er} juin, fait une grève de la faim à la caserne d'Ekernt, dans le but de démontrer une incompatibilité totale d'humeur avec l'armée. Pour le soutenir : Eric Gonin, Secteur postal 69477 B, Enkert, R.F.A.

• **Il est réclamé aux Tahitiens** du procès de Versailles le montant des frais de procédure, soit au total 40 000 F par accusé. Alors que ces Polynésiens désiraient alerter l'opinion publique à propos de leur situation ethnique face à la France, l'administration leur réclame aujourd'hui, après leur incarcération, le règlement de dettes dont seule l'organisation judiciaire est responsable. Pour tous contacts : M. Mainguy, 244, boulevard Shuman, 44300 Nantes.

• **La Galerie de peinture fraîche** organise, du 19 au 27 juin, une exposition sur la guerre d'Espagne. Celle-ci se déroulera en plusieurs temps : — mercredi 20 juin, projection du film : *Lever avant le jour*, et débat avec des anciens Brigades internationale ; — jeudi 21 juin, projection du montage diapo *Espagne 36* et débat sur le thème : « Les anarchistes et la guerre d'Espagne » ; — vendredi 22 juin, Francisco Montaner ; — samedi 23, à 14 h 30, débat avec l'Association des déportés de la guerre d'Espagne.

• **Pour la première fois en France**, un groupe de femmes vient de demander collectivement le statut d'« objetrice » de conscience. Le mercredi 23 mai, ce groupe a rebaptisé symboliquement la place Royale de Nantes « place Louise-Michel ». Puisque Charles Hernu a déclaré que « la défense doit être l'affaire de toutes et de tous », elles ont tenu à démystifier ces propos. Elles ont tenu à dire qu'elles étaient concernées au même titre que les hommes par la politique de Défense nationale ; la preuve en est le protocole d'accord Hernu/Savary, signé le 23 septembre 82, qui prévoit entre autres d'« améliorer l'information des jeunes gens et des jeunes filles sur les nécessités de la Défense et la finalité du service national ». Par cette action, ces femmes ont voulu affirmer leur résistance quotidienne à tout ce qui atteint leur autonomie et leur liberté. Cette manifestation s'inscrivait dans le cadre de la journée internationale des femmes contre la guerre et pour le désarmement.

• **Le numéro 254 de *Civilisation libertaire*** (cahiers d'études sociologiques) est paru. Au sommaire : *Anarchistes contre étatistes ; Education ou imprégnation...* Prix : 5 F (trimestriel). Administration : Jean Teilhac, résidence du Square, 25, rue du Baby, 66000 Perpignan.

LE PEN, LE GRAND MÉCHANT LOUP A PARIS

ENVIRON 3 000 personnes ont manifesté de Montparnasse à la Porte de Versailles, le 14 juin, pour protester contre la tenue d'un meeting du Front national à l'Espace Balard (on notera que la mobilisation sur Paris était à peu près la même que dans les villes de province où Le Pen est passé). Manifestation très tendue puisqu'il était évident pour tout le monde qu'il y aurait des affrontements avec les forces de police et peut-être, le service d'ordre de Le Pen. La présence très importante de manifestants casqués et armés de barre de fer et de cocktail Molotov achevait de dissuader ceux qui comptaient faire une manif pépère contre le meeting de l'ex-para-borgne.

Arrivés Porte de Versailles, 200 à 300 « incontrôlés » comme on dit dans la bonne presse commencèrent à scander : « A Balard, à Balard ! », et à balancer joyeusement cocktails et pavés sur les C.R.S. Le service d'ordre de la Ligue communiste révolutionnaire recula alors afin de laisser passer les brigades d'intervention motorisées, ces cosaques complètement dingues qui s'en sont donné à cœur joie, prenant les manifestants trop avancés à revers, grâce à la « vigilance » de la L.C.R.

L'attitude de la L.C.R. est très différente selon que Le Pen vient vendre sa soupe infecte en province ou à Paris. Pas question de s'affronter avec la police dans la capitale, malgré les déclarations fracassantes de Krivine ces derniers temps. En clair, la L.C.R. affirme être prête à « s'opposer à tout rassemblement fasciste » mais dans la pratique, elle laisse les autres aller au casse-pipe et facilite le travail de répression des flics. Ce n'est pas nouveau !

Dans les colonnes de *Monde libertaire*, nous avons déjà dit ce que nous pensions de la « stratégie du baston » lors des meetings d'extrême droite. Si nous n'avons pas à juger ceux qui veulent en découdre avec les

sbires de Le Pen, il n'est pas question pour nous, anarchistes, que la lutte antiraciste se limite à ces escarmouches. Or c'est exactement ce qui se passe aujourd'hui. Il est beaucoup plus facile de mobiliser 300 personnes pour s'affronter contre les flics ou les fachos que pour faire un travail de contre-propagande de longue haleine contre la vermine fasciste. Tous ceux qui sont investis dans un collectif antiraciste le constatent amèrement tous les jours.

De plus, les organisateurs de ces contre-manifestations se refusent à condamner en même temps le pouvoir social-communiste. Ils jouent sur l'émotivité que provoque partout la venue de Le Pen pour polariser toute la lutte antiraciste contre lui, laissant tomber les expulsions, les tabassages, la chasse au faciès, toutes les mesures discriminatoires qui sont le fait de leur gouvernement du 10 mai 81. Pourtant, de Marseille à Aulnay, de la Goutte d'Or à l'Îlot Châlon, de Lille à Vitry, ce n'est pas Le Pen qui traque les immigrés... lui se contente d'aboyer, pour l'instant.

Si nous sommes déterminés à combattre le Front national ou tout autre mouvement incitant à la haine raciale, nous refusons de tomber dans le piège que tend le pouvoir, qui consiste à agiter Le Pen sous notre nez comme un chiffon rouge, pour canaliser la colère uniquement sur l'extrême droite. Le Pen est l'arbre qui cache la forêt, en ce moment ; il se fait temps de s'en rendre compte !

Partout où le Front national se manifeste et se manifester, les anarchistes seront en face pour que l'extrême droite ne soit jamais banalisée. Mais ne nous leurrons pas sur les véritables intentions de certaines organisations appelant à contre-manifester. Le Pen reste une des facettes de l'édifice que nous voulons abattre... en entier !

Gr. Libertad

Editorial

Le 17 juin, jour J des élections européennes, après une campagne électorale morose, l'événement risque fort d'être le score « honorable » réalisé par l'extrême droite et en particulier le Front national de Jean-Marie Le Pen. En effet, que ce soit en France avec le Front national, en Italie avec le M.S.I., en Allemagne avec le N.P.D., pour ne citer que ceux-là, les mouvements d'extrême droite sont bien présents à ces élections.

La poussée de ces partisans des solutions « musclées » est essentiellement due à l'accroissement du chômage et aux désillusions de la population. Force est de constater que leurs discours démagogiques font absolument recette en ces temps d'incertitude.

Ajoutons à cela de pseudo analyses socio-économiques, cachant mal des théories racistes et fascistes, que seuls les naïfs croyaient à jamais disparues dans un certain bunker ; et l'on voit que le danger est bien réel.

En France, l'extrême droite utilise la campagne pour les élections européennes comme tremplin pour s'imposer comme courant politique « nouveau » et « respectueux des institutions démocratiques ». Le soutien plus ou moins avoué de la droite traditionnelle qui entend bien récupérer ce courant en 1988, la complaisance des médias face à J.-M. Le Pen sont en train de banaliser complètement les théories développées par l'extrême droite.

L'antifascisme et l'antiracisme sont des combats de toujours de la Fédération anarchiste. Nous sommes déterminés à combattre l'extrême droite par tous les moyens. Mais ne nous leurrons pas sur l'« antiracisme » du gouvernement socialiste et communiste, ce gouvernement qui crie : « Aux Fascistes ! », tout en expulsant, contrôlant, matraquant, baffouant, humiliant les travailleurs immigrés. Pour nous, il n'y a qu'une seule classe ouvrière et nous n'avons pas à choisir entre un Le Pen et un Gaston Defferre !

LILLE REPRESSION POLICIÈRE

Le groupe Benoît-Broutchoux dénonce les violences policières qui ont eu lieu à la suite de la manifestation contre Le Pen, dans le centre de Lille, le soir du 23 mai. Plusieurs passants (maghrébins, bien sûr) ont en effet été agressés par les forces de police aux terrasses des cafés, à la sortie des cinémas, deux à trois heures après la manifestation.

C'est dans ces circonstances, très tard dans la nuit, alors qu'il consommait un cornet de frites, près de la gare, que Kader a été arrêté, obligé d'embrasser une photo de Le Pen, roué de coups, incarcéré à la prison de Loos, mis à l'isolement et incul-

pé. Les forces de police et la justice n'ont aucune preuve contre lui, si ce n'est le témoignage de cinq policiers qui prétendent l'avoir reconnu en train de lancer des cailloux.

Kader, incarcéré pendant deux semaines, véritable bouc-émissaire, risque l'expulsion. Un collectif de défense a été créé. Il appelle tous les antifascistes et antiracistes à lutter pour la relaxe de Kader et l'arrêt de toutes les enquêtes qui aujourd'hui, suite à la saisie des films de FR3, menacent directement un certain nombre de camarades.

Gr. Benoît Broutchoux (Lille)



La « bête » montre les dents.

LA VIE DE DOMINIQUE EST EN DANGER !

DEPUIS le 22 mai 84, Dominique Lestrat, militant de la Fédération anarchiste d'Anizy-le-Château et de la C.F.D.T., est en grève de la faim illimitée. Déjà un mois ! Si nous ne voulons pas regretter une issue fatale, chacun de nous doit se mobiliser pour sauver Dominique :

- en faisant intervenir :
 - vos sections syndicales ;
 - les sections de la Ligue des droits de l'homme ;
 - les sections de la Libre Pensée ;
 - les partis politiques ;
 - les diverses associations et organisations ;

— les députés et parlementaires que vous connaissez ;
• en envoyant des lettres et des télégrammes de protestation aux administrations compétentes.

Fédération anarchiste

C.H.S. PRÉMONTRÉ
LICENCIÉ,
DOMINIQUE LESTRAT FAIT
LA GRÈVE DE LA FAIM
DEPUIS LE 22 MAI 1984.

SOUTENONS-LE

LA JUSTICE ET LA DÉMOCRATISATION

Il est un phénomène qui devrait retenir l'attention d'un Garde des Sceaux, membre d'un gouvernement dont l'un des buts « officiels » tend à la démocratisation dans tous les secteurs de la vie publique.

Cela résulte de la différence de comportement des défenseurs devant les juridictions sociales (Prud'hommes, Cour d'appel, Cour de cassation, chambres sociales). Si tous les

défenseurs, devant ces juridictions sont tenus de respecter les règles propres au déroulement des procès, telles que prescrites par l'article 16 du Nouveau Code de procédure civile, force nous est de constater qu'il n'en est pas ainsi dans la réalité.

Justice, courtoisie et règles juridiques

Deux attitudes opposées sont à considérer. Celle des défen-

seurs « bénévoles » (généralement des syndicalistes) qui s'attachent à respecter leurs contradictions, ne serait-ce que par simple courtoisie, et qui, pour ce faire, appliquent et les règles et les usages en matière de communication de pièces et moyens.

Celle des défenseurs professionnels qui font métier de plaider, contre rémunération. Peut-être par réaction à ce qu'ils considèrent comme une brèche dans leur monopole, la plupart ignorent délibérément leurs obligations vis-à-vis de leur adversaire dès l'instant que celui-ci ne fait pas partie de leur « clan ».

Passons sur la courtoisie, il ne faut pas trop en demander. Mais la notion de démocratisation passe par le principe du respect du droit des autres. L'égalité devant la Loi et les règles communes concerne tout le monde.

Le fait de se faire payer devrait entraîner quelques considérations de la part des avocats vis-à-vis des bénévoles. Cette façon « réactionnaire » d'éduquer le droit de la part de ceux qui devraient en être les ardents défenseurs relève de

l'indécence. A moins qu'au-delà de la Loi, et de l'esprit de celle-ci, ce ne soit le sentiment corporatiste de certains qui l'emporte et s'impose.

Démocratiser, ce n'est pas concocter de nouveaux textes alambiqués, c'est d'abord respecter et appliquer sans restriction ceux déjà existants.

Séparation des pouvoirs

Une des possibilités du syndicalisme, c'est de pouvoir assister et représenter les salariés dans les instances juridiques sociales quand on sait qu'un projet de loi tendant à rendre obligatoire le ministère d'un avocat devant toutes les juridictions était, s'il ne l'est encore, à l'étude, l'on peut effectivement s'interroger sur l'influence d'une corporation dont l'un de ses membres est devenu Garde des Sceaux.

Un autre événement symptomatique du leurre de la séparation des pouvoirs nous est offert par un litige qui oppose depuis des années le personnel des banques contre ses employeurs (l'Etat étant maintenant le principal). On a put

constater que la volonté du pouvoir politique est bien ressentie à la Cour de cassation.

Celle-ci, dans un arrêt cassant un jugement de la Cour d'appel de Bordeaux, décide, non pas de renvoyer l'affaire devant une cour d'appel limotrophe (comme cela est l'usage), mais devant celle de Lyon. Quand on sait que cette dernière est la seule à s'être prononcée contre la thèse soutenue par les salariés, l'on est en droit de se demander si la cour de cassation n'a pas voulu « forcer » quelque peu le déroulement judiciaire de cette affaire, le tout dans le sens voulu par l'Etat-patron.

A moins que là encore, les oligarchies financières, en parfaite symbiose avec l'Etat, ne se soient confirmées comme un groupe de pression omnipotent. Démocratisation, séparation des pouvoirs, mots creux pour l'Etat, moyens d'amuser le bon peuple ; mais démonstration que la justice est devenue plus socialiste que sociale.

D. Capron



Certains plus égaux que d'autres ?

UN « MONDE » A PART ?

Le royaume était en pleine effervescence : le vieux roi, que l'on savait malade, allait-il passer de vie à trépas ? Ses vassaux se répandaient en propos alarmistes tout en se réjouissant secrètement de l'aggravation de l'état de santé de ce suzerain dominateur. Les Diafoirus qui se relayaient au chevet du patient préconisaient la saignée. « Et pourquoi pas ? », se disait le vieux roi en espérant retrouver ainsi assez de vitalité pour remettre de l'ordre dans ses affaires...

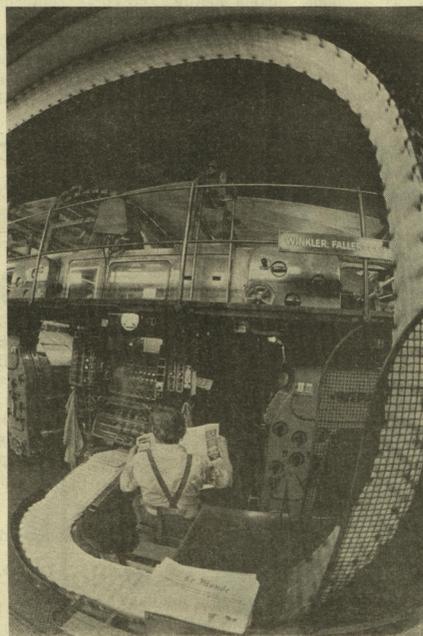
Non, il ne s'agit pas là de la trame d'un conte pour enfants, mais bel et bien de la réalité qui secoue, depuis une quinzaine de jours, la presse écrite nationale, avec l'annonce publique des difficultés financières que connaît le quotidien *Le Monde*. Et les titres des principaux articles consacrés à cette affaire sont assez éloquentes : « *Le Monde* en péril » (*Le Matin* du 5 juin 1984) ; « *Le Monde* : une mine de papier mâché » (*Libération* du 6 juin 1984). Devant une telle situation, d'aucuns ont trouvé — sans faire preuve de beaucoup d'imagination — le remède miracle : « dégraisser » les effectifs, prétendument pléthoriques, en particulier chez les ouvriers du Livre, ces éternels gé-

Fondé à la Libération par un journaliste de talent, Hubert Beuve-Méry, et par des personnalités issues de la Résistance, *Le Monde* a été pendant longtemps présenté comme la « conscience » de la presse française, voire internationale. Se définissant volontiers comme le journal de la bourgeoisie progressiste, le quotidien de la rue des Italiens s'est imposé par son souci d'indépendance, par le sérieux de ses informations et de ses analyses, par la qualité de son contenu rédactionnel. Alors que la plupart des quotidiens passaient aux mains de capitalistes, *Le Monde*, estimant qu'un journal est la copropriété de ceux qui participent à sa conception, mettait en place une structure originale en créant des sociétés de personnel et en distribuant les actions : 40% aux fondateurs, 11% au directeur-gérant (journaliste élu à ce poste par ses pairs), 40% à la société des rédacteurs, 5% à la société des cadres, 4% pour la société des employés. (Les ouvriers du Livre C.G.T., quant à eux, se refusaient à prendre part à la gestion de l'entreprise.)

Tant que dura la période d'expansion, les problèmes de gestion étaient secondaires : on embaucha du personnel, on augmenta les salaires, on créa des publications annexes : *Le Monde diplomatique*, *Le Monde des philatélistes*, la *Sélection hebdomadaire* pour les lecteurs résidant à l'étranger, *Dossiers et documents*, *Le Monde de l'éducation* ; on implanta aussi une nouvelle imprimerie à Saint-Denis... Le remplacement de Beuve-Méry par Jacques Fauvet à la direction du journal se passa en douceur. Rien ne semblait pouvoir freiner l'irrésistible ascension, pas même la nécessité

de moderniser l'entreprise et d'investir dans un système perfectionné de photocomposition. Alors que les difficultés commençaient à assaillir les autres quotidiens (baisse du nombre de lecteurs, diminution des recettes publicitaires, incidence de la crise économique sur certains secteurs des petites annonces — les offres d'emploi notamment), *Le Monde* augmentait sa pagination et son tirage se stabilisait à plus de 500 000 exemplaires.

Le départ en retraite de Jacques Fauvet — ou plus exactement, le problème de son remplacement — fit apparaître les premières lézardes. Au sein de la rédaction s'instaura une lutte de clans pour s'installer au fauteuil de la direction. Après un « combat des chefs » digne des aventures d'Astérix, la société des rédacteurs se prononça pour la nomination d'André Laurens, qui semblait assez « diplomate » pour atténuer les tensions qui s'étaient fait jour. Dans le même temps, *Le Monde* perdait quelques « grandes plumes », soit par décès, soit par départs volontaires.



Les rotatives du *Monde*.

L'arrivée de la gauche au pouvoir (en faveur de laquelle s'était prononcé le quotidien), loin d'insuffler une bouffée d'oxygène, eut l'effet d'un anesthésiant. L'esprit critique dont s'enorgueillissait jusqu'alors les journalistes du *Monde* fut alors mis sous le boisseau. Le plan d'austérité préconisé par Jacques Delors ? C'est une attitude courageuse, la seule qui puisse nous sortir de la crise. Les restructurations industrielles ? Indispensables, si nous voulons être compétitifs avec les autres pays. Les trente-cinq heures ? C'est une aberration économique ; souvenons-nous de l'échec du Front populaire ! L'intervention militaire au Tchad et au Liban ? C'est le devoir de la France. Le protocole Henu-Savary ? L'armée doit s'intégrer à la nation et ne plus être la mal-aimée. Etc.

D'éléments de contre-pouvoir *Le Monde* s'est transformé en *Journal officiel* du gouvernement de gauche. Résultat en deux ans : 60 000 lecteurs perdus ; 18 millions de francs de déficit en 1982, 22 millions en 1983, soit une perte équivalente à la totalité de ce qui constituait les fonds propres de l'entreprise ; 110 départs en préretraite, non remplacés, en 1984.

Si la société des rédacteurs s'est prononcé contre le dépôt de bilan et pour un redressement de la situation, elle a bien précisé que ce n'était pas aux journalistes de payer les pots cassés, mais aux autres catégories de personnel, qu'elle est prête à remplacer au besoin (implantation d'un système rédactionnel qui éliminerait la quasi-totalité des ouvriers de photocomposition).

Certes, les journalistes précisent que les difficultés proviennent des « erreurs de prévision », d'une « insuffisance de la capacité gestionnaire globale » de l'actuelle équipe dirigeante. A croire que cette dernière est une parfaite illustration du principe de Peter, qui affirme que les responsables sont toujours des individus arrivés à leur plus haut degré d'incompétence... C'est oublier un peu vite que c'est la société des rédacteurs qui a nommé cette direction ; que c'est elle qui s'est opposée, il y a quelques années, à la rentabilisation de l'imprimerie de Saint-Denis par l'apport de travaux extérieurs (tirage d'autres journaux) ; que c'est encore elle qui a refusé, il y a quelque mois, la création d'un magazine hebdomadaire qui aurait pu être une source de revenus publicitaires permettant d'alléger la trésorerie.

Le Monde est un parfait exemple des dangers de l'actionnariat ouvrier cher aux gaullistes. Quand des salariés cogèrent leur entreprise, en cas de difficultés financières ils adoptent la même attitude que leur employeur : ils licencient des travailleurs.

Après s'être fait les laquais du pouvoir, les journalistes du *Monde* vont-ils se transformer en exécuteurs des basses œuvres du patronat ?

Marcel Pillot

LE LOUP ET LA PEAU D'AGNEAU

MONSEIGNEUR Lustiger, archevêque de Paris, s'est expliqué récemment dans un grand quotidien du soir, sur le mode mineur, avec componction et retenue ; le tohu-bohu qui assourdit l'opinion publique à propos de l'école est causé par l'anticléricalisme démodé d'esprits sectaires illuminés par les vieilles lunes de la querelle scolaire. L'Eglise, modeste, animée par la charité et l'amour du prochain, veut prier Dieu en paix ; elle aurait repoussé les tentations du pouvoir et désirerait simplement exercer son ministère spirituel en accord avec son sens de la liberté, des droits de l'homme et du pluralisme. Pour un peu, on le jurerait sur les saintes reliques.

Beaucoup trop de nos contemporains écoutent ce discours avec complaisance et s'assoupissent : le vieux loup clérical aurait perdu ses crocs, il suffirait de le laisser vieillir encore un peu plus.

Sait-on pourtant qui parle et au nom de quoi Mgr Lustiger s'exprime-t-il ? Que signifie ce « monseigneur », titre entré dans le langage courant et dont s'affublent les dignitaires de l'Eglise ? N'est-il pas, à lui seul et par sa seule présence, suffisant pour justifier, que dis-je ? pour rendre indispensable la lutte contre l'Eglise. Tous ces pères, monseigneurs et autres saintetés s'intitulent eux-mêmes la hiérarchie — le gouvernement du sacré ! Il y a seulement quelques années, les prédécesseurs du citoyen Lustiger décidaient encore du Bien et du Mal, dans les affaires publiques comme dans les vies individuelles, sans reculer devant quelque moyen que ce soit, par la loi et le bourreau, par le dressage des corps et l'intoxication des esprits.

Lorsque le citoyen Lustiger affirme que « la fin ne justifie jamais les moyens », on hésite entre l'indignation — ce citoyen-là nous prend-il pour des ignorants complets ? — et l'inquiétude — quelles sornettes préparent-ils encore ?

A moins qu'il ne s'agisse d'une autocritique implicite où le citoyen Lustiger tenterait de nous dire qu'il désapprouve le « Tuez-les tous, Dieu reconnaîtra les siens ! » du sac de Béziers et mille autres opérations dans lesquelles la présentation des âmes immortelles — la fin — justifiait, appelait, exigeait, imposait la destruction des mortelles — ô combien — enveloppes charnelles, par les moyens les plus divers. Le citoyen Lustiger parle d'éthique, de morale politique. La formulation complète et exacte du credo politique de l'Eglise — de n'importe quelle Eglise — ne serait-elle pas plutôt que la fin justifie les moyens lorsque l'Eglise n'a pas à sa disposition le pouvoir d'Etat ? L'islam chiite de l'imam Khomeiny n'en donne-t-il pas aujourd'hui la sanglante démonstration ; démocrates libéraux dans l'opposition, tyrans quand on commande aux gendarmes et aux juges...

Rassurons-nous, le citoyen Lustiger fustige le totalitarisme, ce qui est une excellente disposition d'esprit. Et il cite le nazisme et le bolchevisme, ce qui aujourd'hui n'est pas la preuve d'un courage politique exemplaire. Oublions les errements de la papauté dans la décennie qui vit régner la croix gammée sur l'Eu-

rope et posons-lui les questions suivantes : « Qui, dans l'histoire humaine, a inventé la forme politique dénommée au XX^e siècle totalitarisme ? Comment peut-on appeler ce que nos frères en Jésus-Christ, les jésuites, avaient fait avec les Indiens du Paraguay ? Qui a élaboré ce contrôle des populations par les sacrements du baptême, du mariage, des funérailles, des assemblées générales obligatoires du dimanche matin, enserrant hommes et femmes dans un réseau d'interdits et d'obligations lors des grands événements de la vie individuelle comme chaque matin et soir avec les prières et autres angelus ? Ce corset de fer rivé sur chaque personne dès sa naissance n'était-il pas le quotidien de la domination chrétienne, il n'y a que quelques générations, dans notre beau pays de France comme partout où les hommes et les femmes s'agenouillaient devant des croix ? La perfection du système était telle qu'elle permettait quelques débordements, quelques accommodements, fêtes et divers carnivals, vite pardonnés en confession. La sagesse n'enseigne-t-elle pas que tout système de domination perfectionné implique, à un certain moment, le pardon, accompagné d'actes de contrition ?

« Tout cela, mon cher Lustiger, soutenait une solide exploitation ; les derniers serfs du royaume de France n'étaient-ils pas des serfs d'Eglise ? »

Le citoyen Lustiger est également partisan des droits de l'homme ; il a oublié ce célèbre prélat du XVII^e siècle qui affirmait que « demander la liberté de conscience c'est déjà être hérétique ! » Rappelons à cet estimable archevêque que se voir déclarer hérétiques par la pourpre cardinalice signifiait que toute la barbarie qui entache l'histoire humaine se déchaînait contre les malheureux ainsi condamnés. Signifiait-elle au citoyen Lustiger qu'au temps où l'Eglise

inspirait le droit pénal, il existait une procédure dite « inquisitoriale » ; le juge pouvait condamner sans preuves, sur des présomptions, sans entendre le prévenu, sans qu'il puisse être défendu, sur des rumeurs, sur des dénonciations, sur des aveux. On obtient toujours des aveux lorsqu'on sait s'y prendre. Le citoyen Lustiger n'a jamais entendu parler de l'affaire Calas, pas plus que de la conquête des Amériques, des dragonnades, de la guerre de Trente Ans ou des Phalanges maronites !

Le citoyen Lustiger montre pourtant un instant le bout de sa crosse en forme de glaive. L'enfant affirme-t-il, n'appartient à personne, surtout pas à l'Etat — on peut le suivre dans cette voie —, il serait « donné par Dieu à ses parents ». On ne donne que ce qu'on possède et Dieu serait propriétaire de l'humanité tout entière. L'outrecuidance de ses ministres serait donc légitime. Triste légitimité pour une triste histoire.

« Raison garder », devrions-nous répondre au citoyen Lustiger. L'Eglise, puissance temporelle, a organisé un repli en bon ordre ; elle repart aujourd'hui à l'assaut ; c'est une Internationale très puissante avec Etat, ambassadeurs, banques, entreprises, groupes de militants et organisations de masse. Elle continue, sous une apparence de libéralisme, la même politique de domination et d'exploitation. Il lui faut reconquérir son audience.

Les quelques libertés conquises par l'humanité l'ont été contre elle ; les idées-forces qu'elle prétend défendre aujourd'hui étaient l'abomination lorsqu'elle était hégémonique : liberté de conscience, y compris la liberté religieuse pour les autres croyances, contrôle des naissances, droit de grève, laïcité, etc.

On parle quelque fois d'humanisme chrétien ; des personnes, en son nom, se sont battues avec courage et détermination pour les libertés essentielles. Leur lutte ne change pas la réalité, la nature de l'appareil ecclésiastique.

L'éthique chrétienne a-t-elle été un progrès moral pour l'humanité ; n'est-elle pas le premier double langage élaboré de l'histoire ? Son amour du prochain était-il plus tolérant que l'indifférence religieuse des stoïciens ou des cyniques ?

« Raison garder », disions-nous. Qu'importe que certains de nos contemporains aient la foi en une quelconque transcendance et qu'ils s'organisent pour l'adorer ; nous, nous pensons qu'il n'existe que les hommes et les femmes, que nous devons combattre pour un monde de liberté et de bien-être, que les moyens sont la fin, que l'enfant appartient à sa future liberté, que les droits de l'homme tant vantés aujourd'hui doivent être développés afin de rendre possible ce qui est permis ; nous voulons que le citoyen Lustiger puisse adorer son dieu en toute tranquillité. Mais nous sommes un peu las d'entendre ses admonestations. Et puisque les chrétiens aiment tant les images, rappelons-leur que nous n'oublions pas que, couvert d'une peau d'agneau, le loup reste un loup.



Histoire de... monseigneurs (Glomp et Lustiger).

Julien Maillet

24 JUIN : DIEU COMPTERA LES SIENS

ESTIMANT la liberté de l'enseignement menacée, les chevaliers-défenseurs de l'enseignement catholique veulent manifester une nouvelle fois, le dimanche 24 juin. Vouloir hausser le ton, ils délaisseraient la ville de Versailles et ses symboles pour investir la capitale, Paris. Pas n'importe quel quartier, bien sûr ? Un nom aurait été avancé : les Champs-Élysées ! Ce-la nous rappelle mai 68 et les drapeaux tricolores soutenant De Gaulle et le gouvernement contre Nanterre, la Sorbonne, les drapeaux rouges et noirs. L'opposition joue gros, en bas des Champs-Élysées, il y a la place de la Concorde et en face l'Assemblée nationale. L'héritage de 1934 est-il bon à prendre pour tous les partisans de l'école religieuse ?

Les « messieurs-plus » de la mal nommée école libre représentent-ils autre chose que les intérêts de la hiérarchie de l'église catholique ? Pour les poli-

ticiens, des députés élus ça fait des sous dans la caisse, des permanents payés par les contribuables. L'église était séparée de l'Etat en France, mais il faut croire que la gauche au pouvoir trouvait ça contraire aux dogmes du socialisme à la française. A moins que le processus ayant été engagé par Pompidou, Giscard et Cie, on ne pouvait s'y opposer ! Les 35 heures et la laïcité était-ce bon seulement avant le 10 mai 1981 ?

Question : y aurait-il eu autant de tollés si le septennat précédent avait voulu faire la même chose ? Le 24 juin, tout ce que la France compte de forces rétrogrades se mobilisera, c'est certain ! Les uns voudront défendre l'école religieuse, d'autres voudront aller plus loin, donner un coup fatal à la République... De toute façon, le problème de l'éducation de l'enfant est bien loin et qui s'en soucie ?

Pierre Alexis



Le premier rang de la manifestation de Versailles.

A.F.P.

DOMINIQUE LESTRAT TOUJOURS EN GRÈVE DE LA FAIM

DOMINIQUE Lestrat est en grève de la faim depuis le 22 mai 1984, soit depuis quatre semaines à l'heure où j'écris ce papier, autant dire que c'est sa santé, sa vie même, qui sont maintenant en jeu ; éducateur au Centre hospitalier spécialisé (C.H.S.) de Prémontré (Aisnes) depuis 1970, militant syndicaliste et libertaire, il a été licencié le 24 avril dernier (licenciement effectif un mois plus tard, après sa période de congés payés).

Un licenciement illégal et abusif !

En effet, licenciement pour le moins illégal quant à la procédure suivie par le Chef d'établissement (non communication du dossier à l'intéressé, etc.), et pour le moins abusif quant aux motifs : ceux-ci feraient d'ailleurs sourire, s'il n'y était question de dignité et du droit au travail d'un travailleur. Qu'on en juge : tout d'abord, « abandon de poste » ; or cette absence (d'une seule matinée !) est couverte par un certificat médical en bonne et due forme, mais certificat médical que ne reconnaît pas le directeur (ce qui bien sûr n'est nullement dans ses attributions de se substituer aux compétences médicales) !

Second motif : « mensonge en service » ; Dominique a, en fait, refusé de répondre à certaines questions concernant sa vie privée.

Enfin, « incorrections répétées envers le directeur et l'attaché de direction » ; l'explication ? Dominique a la « fâcheuse » habitude — et détestable pour certains — d'utiliser le tutoiement (ce qui, chacun s'accorde à le reconnaître, n'est en rien injurieux dans sa bouche), voilà qui n'est guère supportable pour un « supérieur hiérarchique ».

Je vous livre à ce sujet ce morceau d'anthologie : « (...) J'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-joint un petit document qui vous permettra de compléter votre culture générale, certainement déjà très étendue. Il est un fait que dans certaines langues (notamment l'arabe) le vouvoiement n'existe pas, mais jusqu'à nouvel ordre, la langue utilisée dans l'administration est le français (...) » ; suivent deux extraits du dictionnaire Quillet :

« Tutoyer : user familièrement des mots "tu" et "toi" ; Familier : qui concerne la famille, ce qui se dit ou se fait sans gêne, sans façon comme en famille ; irrespectueux, qui manque de déférence. » Tout ceci extrait d'une lettre du directeur, envoyée à Dominique le 30 novembre 83. Ajoutons que les compétences de notre compagnon sont reconnues de tous — et même du directeur !

On le voit, ces prétextes cachent bien sûr de vraies raisons. En fait, Dominique a le gros défaut d'être un militant syndicaliste et libertaire qui s'oppose à l'autoritarisme aveugle de la direction de l'hôpital. Mais un petit retour en arrière s'impose.

L'ancienne administration

Jusqu'en 1983, le directeur du C.H.S. (second hôpital psychiatrique de France, environ 900 malades et 1 000 employés) fut P. Chatel. Pendant 32 ans, cet administrateur civil « a régné » sur l'hôpital comme sur les 2 000

sûr, par voie de conséquence, contre les usagers eux-mêmes (réduction des loisirs des adolescents entre autres).

Ce nouveau directeur, ancien militaire de carrière (vous avez très certainement ici un parfait exemple de ce que pourrait donner l'application du protocole Henu-Savary !) a, semble-t-il, retenu de son passé tous les moyens d'imposer le plus autoritairement sa nouvelle politique : avertissements, blâmes, etc. Et quand on saura que l'ancienne administration (directeur excepté) est restée bien en place, que c'est même elle qui oriente les foudres de notre ancien colonel, on comprendra aisément que les premiers touchés par ces mesures répressives soient les militants syndicalistes ou plus simplement tous ceux susceptibles de ne pas accepter cette gestion de terreur.

Passons rapidement sur les manipulations de la nouvelle

l'impossibilité de remplir sa tâche de prise en charge !

Pour Dominique, les ennuis vont se multiplier

À la suite d'une intervention intempestive du directeur dans une réunion thérapeutique, Dominique tient à prendre la parole pour exprimer son désaccord sur cette façon si peu courtoise d'interrompre une réunion ainsi que sur l'autoritarisme dont le directeur fait preuve à l'égard d'agents présents (menaces de licenciement d'un psychologue) ; l'ayant fait en le tutoyant, il reçoit la lettre citée plus haut.

Janvier 84, Dominique reçoit ses deux premiers blâmes ; il a fait circuler une pétition à l'intérieur de l'hôpital. La raison ? Notre directeur a accordé, avec beaucoup de légèreté, une autorisation à FR3-Lille pour tourner un film de fiction à l'hôpital même. Le scénario ? « Enlèvement d'une fillette par un malade mental » !

Ce projet était bien sûr incompatible avec la mission même du C.H.S. ; il ne respectait ni l'hospitalité ni son lieu de soins, il revenait à son compte l'association : « maladie mentale = dangerosité », association préjudiciable aux malades et à l'établissement lui-même (cela particulièrement à l'heure où des projets d'hôpital de jour semblaient sur le point d'aboutir !).

Les réactions d'indignation furent nombreuses et quasi unanimes (parents, personnel, syndicats). Le 29 janvier, la Préfecture donnait même gain de cause au mouvement. Le film ne sera pas tourné. Le directeur, désavoué, ne retirera pas pour autant ses blâmes ; cela malgré de nombreuses protestations, une lettre individuelle envoyée par 100 personnes, où elles reconnaissent avoir participé à l'élaboration du texte de la pétition et avoir délégué plusieurs personnes (dont Dominique) pour la présenter et la faire signer dans les différents services de l'hôpital, tout en ayant eu soin que la prise en charge des enfants soit assurée. Toutes ces démarches resteront vaines.

Ne pas assister sans réagir

Devant cette montée de l'autoritarisme, notre compagnon s'investira dans la création d'un syndicat au niveau du C.H.S. Il déclare : « (...) Il m'était difficile d'assister sans réagir à l'anéantissement d'un travail débuté il y a 14 ans, et qui portait ses fruits ». Dès la première distribution de tracts, il sera menacé de licenciement devant cinq responsables syndicaux. Il se verra ensuite refuser plusieurs journées de formation syndicale auxquelles il avait parfaitement droit.

Cette politique d'intimidation sera d'ailleurs condamnée par plus d'une centaine d'employés qui se mettront en grève le 3 mai ; c'était la première grève véritable de l'établissement !

Restait un dernier obstacle : Dominique, statutairement éducateur-stagiaire, bénéficiait des

mêmes garanties qu'un agent titulaire. Le directeur, sans aucunement consulter les Comités techniques paritaires (C.T.P.), jugera plus pratique de rétrograder Dominique au grade d'auxiliaire (prétextant une interruption de sa formation). Sa rémunération s'en trouva dépréciée et, surtout, il perdit sa garantie d'emploi ! La suite, vous la connaissez : licenciement le 24 avril ; Dominique débute donc sa grève de la faim le 22 mai.

Un travail de 14 ans anéanti !

Ce dossier est si « léger » que Dominique obtiendrait très certainement sa réintégration devant le tribunal administratif (où un recours a été déposé), mais ces recours peuvent prendre plusieurs années. Or, il est aujourd'hui sans salaire.

Mais de plus, et principalement, il y a derrière ce combat le refus de voir un travail de quatorze ans (travail de toute une équipe) anéanti d'un coup par un directeur autoritaire. Et l'intention de celui-ci est bien de casser le service infanto-juvénile. Depuis le licenciement de Dominique, la répression à l'intérieur de ce service s'est poursuivie. Bref, tous les efforts, toute la patience qu'il avait fallu pour que cet « asile d'aliénés » devienne un véritable centre de soins, sont sur le point d'être gommés. Ce serait le retour à la case départ, le retour quatorze ans en arrière !

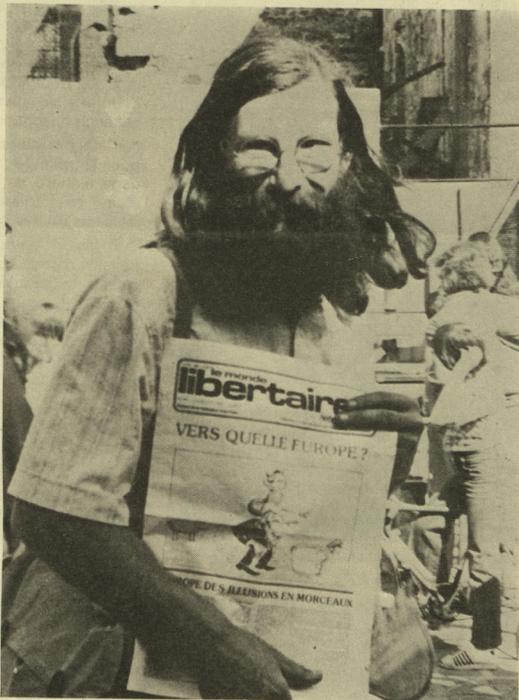
Cela ne pouvait attendre les décisions d'un tribunal administratif qui, de toute façon, interviendront trop tard. Voilà pourquoi, Dominique a courageusement choisi la grève de la faim !

Le soutien

Il est important : l'ensemble des syndicats le soutient (avec bien sûr plus ou moins d'entrain), excepté le syndicat « autonome » qui est en fait le syndicat patronal. Une inter-syndicale (C.G.T., C.F.D.T., F.O.), plus divers syndicats de médecins) a défini une plate-forme revendicative commune :

- réintégration des agents licenciés ;
- suppression des sanctions injustifiées ;
- assurance d'une inspection générale et technique faite en concertation avec l'ensemble des organisations syndicales. Un comité de soutien fort actif sensibilise l'ensemble de la région.

Les parents des jeunes hospitalisés sont aussi solidaires ; ainsi l'Association de parents et amis d'enfants et adolescents en difficulté déclare : « (...) Nous ne pouvons que nous indigner devant le licenciement dont Dominique Lestrat a fait l'objet car bon nombre de parents de notre association connaissent les liens étroits qui l'attachaient aux enfants de par la qualité des relations qu'il avait su nouer avec eux. Et nous savons com-



Dominique Lestrat, avant sa grève de la faim.

Devant ses abus, Dominique sera alors au milieu de ceux qui, avec courage, réclameront une inspection. Après enquête des ministères de la Santé et de l'Intérieur, Paul Chatel sera, selon la formule consacrée, « admis à faire valoir ses droits à la retraite ».

Un nouveau directeur sera alors chargé de « remettre de l'ordre ».

La nouvelle direction

Chacun attendait donc de ce nouveau directeur un assainissement sur les plans financiers et administratifs. Or s'il s'est octroyé, tout comme son prédécesseur, divers avantages matériels (étang, par exemple), sa véritable lutte fut en fait menée contre le personnel du C.H.S. et ses conditions de travail (suppression des formations), et bien

direction pour assimiler ceux qui refusent ses pratiques à des partisans de l'ancien directeur (et de ses abus...), quand ce sont justement ces mêmes personnes qui, en réclamant une inspection, ont permis la fin de ce scandale. Mais ce procédé est à l'image de l'ensemble de la gestion mise en place : odieux !

De plus, Dominique travaille dans ce service du C.H.S. ; et celui-ci, de par son fonctionnement collectif, de par sa volonté de ne plus être un asile mais un véritable centre de soins (trois projets d'hôpital de jour étaient sur le point d'aboutir), a subi de plein fouet cette politique de répression systématique (on peut même parler d'acharnement). Le but est simple : casser ce service (mutations de personnel, changement d'horaires, etc.), le mettre dans



bien il est difficile d'entrer en relation avec des enfants comme les nôtres, la somme de patience, le travail long et difficile qu'il faut (...). Avoir licencié D. Lestrat, c'est priver nos enfants de quelqu'un qu'ils aiment et qui leur apportait beaucoup du fait de la haute conception qu'il avait de son métier d'éducateur (...).

Mais également du maire de son village : « (...) Nous savons que Dominique est un passionné de justice et de liberté. Qu'il est capable de défendre ses convictions jusqu'au bout de ses forces, de lutter sans répit, et quels que soient les risques, contre l'arbitraire, l'autoritarisme, la répression, les compromissions, le pouvoir dans ce qu'il a de

fondamentalement dangereux, brutal et mauvais.

« Voici le texte d'un appel actuellement diffusé dans l'Aisne ; je vous demande d'y répondre tous (...) ». Cette lettre a été adressée par le maire de Merlieux (Aisne) à l'ensemble de ses administrés.

Malgré cela...

Pourtant, jusqu'ici, les pouvoirs publics (D.D.A.S.S., Préfecture, ministères...) sont restés intransigeants ! Ils couvrent le directeur du C.H.S. ! C'est bien l'administration d'un gouvernement de gauche qui accepte que les droits les plus élémentaires d'un travailleur demeurent bafoués ou bien faudra-t-il, pour que sa dignité se trouve enfin reconnue, qu'il y perde sa santé, si ce n'est sa vie ?

Le soutien des partis de gauche, déjà bien timide au départ, s'amménage de plus en plus. Les raisons en sont simples ! Depuis toujours, des élus de gauche siègent au conseil d'administration du C.H.S. Cela était vrai aussi sous l'ancienne administration, celle dirigée par P. Chatel. Ainsi, le rapport de l'Inspection générale de l'action sanitaire et sociale (I.G.A.S.S.), rédigé suite à l'enquête des ministères de la Santé et de l'Intérieur, et rapport qui n'est pas encore publié, pourrait bien être explosif ! « Mouillée dans l'affaire », la gauche doit fort peu apprécier que l'on reparle de tout cela.

Enfin, le nouveau directeur, venu pour « remettre de l'ordre », a très certainement eu connaissance de ce rapport ; menacerait-il de rendre publiques cer-

taines révélations ? Comment expliquer sinon qu'une administration de gauche couvre de cette façon, aussi ouvertement, tous les abus d'un directeur, ancien militaire de carrière, et fort connu pour ses amitiés avec la droite, si ce n'est l'extrême droite ?

Le gouvernement de gauche avait-il réellement l'intention de publier le rapport de l'I.G.A.S.S. ? Les militants de la Fédération anarchiste lutteront résolument pour que toute la clarté soit faite et donc pour que ce rapport soit rendu public et dans son intégralité.

On le voit, notre compagnon s'est attaqué à « un gros morceau ». De plus, son état de santé suscite notre plus grande inquiétude. Aussi, la Fédération anarchiste appelle chacune et chacun à envoyer d'urgence des lettres ou des télégrammes, ré-

clamant la réintégration de Dominique Lestrat, aux adresses suivantes :

• Monsieur le ministre des Affaires sociales et de la Solidarité, 127, rue de Grenelle, 75007 Paris ;

• Monsieur le Préfet, Préfecture de l'Aisne, rue Paul-Doumer, 02000 Laon ;

• Monsieur le Directeur de la D.D.A.S.S., rue F. Christ, 02000 Laon.

Enfin, le Comité de soutien à Dominique tient chaque soir une permanence téléphonique, de 20 h à 22 h, au (23) 80.17.09. Adresse postale (où envoyer vos doubles de lettres) : Communauté du Moulin de Paris, Merlieux, 02000 Laon. Dominique a besoin de l'action de tous.

J.-M. Bavard
Liaison de Noyon

39^e CONGRÈS DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

Le congrès nous permet de faire le bilan de l'année écoulée, de dégager des axes de lutte et de réflexion. Nous ne pouvons pas faire ici une liste exhaustive de ce qui s'est fait, tant la liste est longue et variée. C'est un des avantages d'une organisation fédéraliste telle que la nôtre, où tous les groupes ont la possibilité de s'orienter vers les luttes de leur choix selon leurs capacités et les localités dans lesquelles ils se trouvent. Il y a, bien sûr, des actions qui regroupent tout le monde, parce que décidées en congrès, relayées par la fédération ou relevant d'une œuvre collective de notre Fédération anarchiste.

A côté de la lutte que nous avons menée autour de Radio-Libertaire et de sa saisie qui a eu notamment pour conséquences la plus importante et sérieuse manifestation que nous ayons eu depuis longtemps ainsi que des journées de propagande et des galas exceptionnels, c'est la place de l'anarchisme en France qui est en jeu. Une radio différente qui rapidement

a su s'imposer et dépasser un auditoire libertaire de par les thèmes abordés et sa programmation musicale, sa lutte basée sur les mêmes principes depuis le début et sa manière de faire participer l'auditoire à des actions directes, tout cela a redonné un sérieux à l'anarchisme et à la Fédération anarchiste à qui on demandait son avis sur les radios libres, la venue du pape en France, les élections, etc.

Cela est un pas, mais loin d'être définitif, vers la reconnaissance par tous de l'anarchisme comme étant une proposition sérieuse et réaliste de société. C'est une condition indispensable pour la réussite de nos luttes et de notre propagande. Cela nécessite le renforcement de la qualité de Radio-Libertaire sous tous ses aspects afin que tous sachent ce qu'est l'anarchisme, en continuant sa programmation musicale et artistique qui ont fait sa notoriété, en montrant qu'une radio peut avoir des idées, appartenir à son temps et être agréable et divertissante. Cela passe aussi par la multi-

plication, déjà bien engagée, de l'intervention des groupes dans les vraies radios libres de province, en attendant d'autres radios libertaires.

A côté des radios, le congrès s'est d'ailleurs penché sur tous les moyens d'expression de la Fédération anarchiste : *Le Monde libertaire hebdomadaire*, la librairie, l'édition, les locaux de groupes, afin d'accroître l'efficacité de ces moyens de manière coordonnée et de les multiplier le plus possible.

C'est cela qui donnera du poids à notre propagande qui a porté essentiellement cette année sur trois points. L'antimilitarisme est une préoccupation constante de notre organisation, tant au travers des problèmes d'objection et d'insoumission que par rapport aux protocoles interministériels militaristes : Armée-Education, Armée-Culture, Armée-Jeunesse et Sport. Nous nous sentons souvent bien seul dans ce combat qui prend toute sa signification lorsqu'on additionne les guerres et les menaces de guerre de par le monde ; et là, Radio-Libertaire nous est indispensable pour casser le mur du silence.

Un autre point traditionnel de notre propagande est l'antiracisme, le vrai, pas celui dont on se pare pour des victoires électorales. Beaucoup de groupes s'y sont investis, menant une lutte difficile entre l'extrême droite qui en fait son cheval de bataille et ratisse large, et la gauche au pouvoir qui expulse et qui banalise le racisme au travers des notions de quotas. L'antiracisme est le thème d'une de nos motions importantes de congrès.

Enfin, c'est la laïcité, projetée sur le devant de la scène grâce au projet Savary, qui sera le thème d'une autre de nos motions. Si tout le monde est d'accord contre la propagande religieuse à l'école, au nom de la liberté des enfants, les moyens pratiques à opposer au gouvernement ne sont pas simples. Si l'école confessionnelle fait l'unanimité contre elle, l'école laïque d'Etat est loin de faire l'unanimité pour elle. Cette motion décidée à l'unanimité essaie de présenter ces problèmes.

C'est la situation actuelle qui a mis sur le devant de la scè-

ne ces trois axes qui se relient : antimilitarisme, antiracisme et laïcité, que l'on peut présenter sous la forme de la revendication d'une société non guerrière, non religieuse, sans frontières et pour tout le monde. Si nous n'en sommes pas là, ce sont ces principes qu'il faut avancer dans la réalité d'aujourd'hui, par leur mise en pratique.

Ce ne sont pas les élections européennes qui changeront quoi que ce soit. S'y cotoient, tous partis confondus, nationalisme, refus de solidarité, volonté au

travers comités de soutien, les lieux de vie, les mutuelles, etc.).

L'anarcho-syndicalisme a occupé une place importante dans ce congrès à côté de travaux sur la crise économique et l'auto-gestion, même si tous les anarchistes ne sont pas anarcho-syndicalistes. Les conditions du militantisme dans les confédérations syndicales actuelles, les conditions du militantisme dans l'entreprise (délégués du personnel, comités d'entreprise, etc.), les principes de l'anarcho-syndicalisme à l'intérieur du syndicat et dans l'entreprise, voilà quelques uns des thèmes abordés. Le débat est important car c'est lier l'action dans la réalité avec nos principes qui est en jeu : oublier l'un c'est ne rien faire, oublier l'autre c'est la collaboration de classe. D'ailleurs le débat sur « Où commence la collaboration de classes ? », est souvent posé avec la nécessité de faire une différence entre ce que l'on peut proposer aujourd'hui et ce que l'on veut dans une société anarchiste : ainsi les « îlots d'auto-gestion » dans le système capitaliste ne peuvent être en mesure de résoudre tous les problèmes.

Nous sommes les seuls à proposer autre chose, mais cela n'est pas suffisamment ancré dans les réalités pour que cela soit pris en compte actuellement. Au travers de nos moyens : radios, journaux, éditions, librairie, et de notre militantisme, il est urgent que nous fassions cette démonstration pratique : l'anarchisme est une proposition sérieuse de société, mais aussi un moyen de combat ; c'est maintenant qu'il faut le pratiquer avec ses principes : action directe, fédéralisme, entraide, pour regrouper l'exigence de cette révolution.

Fédération anarchiste

En raison du manque de place et des nécessités de l'actualité, la motion sur la laïcité, adoptée par le 39^e congrès paraîtra dans le prochain numéro du *Monde libertaire*.

MOTION SUR LA LAÏCITÉ

La Fédération anarchiste continue son combat antiraciste et lutte pour l'égalité de tous les droits entre les Français et les immigrés, sans perdre de vue qu'ils ne suffisent pas à leur émancipation.

La Fédération anarchiste considère que la fermeture des frontières est inacceptable, la libre circulation des hommes et des idées impliquant le droit de vivre dans le pays de son choix.

La Fédération anarchiste s'oppose aux expulsions, à l'instauration des quotas dans les villes et les écoles.

La Fédération anarchiste dénonce l'aide au retour qui n'est qu'une expulsion déguisée et un facteur de division des travailleurs.

Donc :

• La Fédération anarchiste encourage les associations d'immigrés en lutte contre le racisme. Elle est présente dans les collectifs antiracistes pour faire entendre sa voix et contrer toutes les récupérations politiques, confessionnelles ou cléricales.

• La Fédération anarchiste s'engage à tout mettre en œuvre pour combattre tout mouvement incitant à la haine raciale et à la discrimination.

• La Fédération anarchiste s'engage donc à développer activement une propagande antiraciste et antifasciste.

Fédération anarchiste
39^e congrès

LES « INTERNEMENTS ADMINISTRATIFS » EN U.R.S.S.

UNE des formes les plus insidieuses de mise en condition de la population en U.R.S.S. consiste à procéder à des « internements administratifs » de personnes liées à des « petits » délits : bagarres, ivresse, scandales sur la voie publique, etc. A l'occasion, ils servent également à intimider tous les « contestataires », ceux qu'on appelle dissidents ici, les candidats à l'émigration, les défenseurs des droits de l'homme, bref tous ceux qui troublent la sérénité sourcilieuse de la façade officielle du pays du « socialisme réel ». Ces internements sont appliqués dans des locaux spéciaux dépendant de la milice, situés en général dans les grandes villes et appelés « spetspriomniki » ou « locaux spéciaux d'accueil ».

Nous reproduisons ci-dessous le témoignage d'un séjour d'une jeune femme, Irina Ratouchinskaya. Elle a eu l'indélicatesse d'avoir voulu, d'abord, manifester sur la place Pouchkine, à Moscou, le 10 décembre 1981, le jour des Droits de l'homme. Il faut croire que ce premier séjour n'a pas été assez dissuasif, car depuis, elle a été arrêtée le 17 décembre 1982 à Kiev, inculpée de « calomnies du régime soviétique » par « propagande orale » et écrite (sous forme de poésie !), puis condamnée à 7 ans de goulag et 5 ans d'exil en Sibérie ! La pauvre paie très cher sa soif de vérité et de dignité humaine. Notons dans son récit les combines incroyables que provoquent les moindres rapports de domination policière.

A. Skirda

« L'« récepteur spécial » n°2 de la ville de Moscou, situé à côté de la prison de Boutyrki dont il est une dépendance, fournit de la main d'œuvre à la fabrique « Svoboda » (la liberté). Le salaire d'une journée de travail y est amputé de quatre roubles au profit du M.V.D. (ministère des Affaires intérieures). La journée des détenues est de huit heures pleines, tous les jours, y compris les samedis et les dimanches. En plus, elles assument l'entretien de « récepteur », obligées même de laver la vaisselle après les ripailles des miliciens. En cas d'arrestation administrative pour de menus délits appelés « hooliganisme », on retient d'office un rouble par jour d'internement, (règlement en matière de détention administrative). La nourriture est comptée au tarif de 36 kopecks par jour. Bien entendu, celui qui y passe 15 jours, par exemple, perd le salaire correspondant à cette période, ainsi que les primes et le 13^e mois. On laisse le lecteur calculer le total de la perte.

Ces pertes, les détenues cherchent à les compenser en volant la production de la fabrique : cela s'appelle « compenser » le séjour. La façon la plus simple d'écouler les produits du vol, c'est de les remettre directement en sortant de la fabrique, à des membres de la famille venus rôder à proximité. Si cela s'avère impossible, on tâche d'emporter les objets fabriqués au « récepteur ». La milice y trouve son profit car, à l'entrée, après la fouille, les miliciens prélèvent leur dîme sur les objets confisqués. Ils se gardent bien d'ailleurs de tout confisquer, de crainte que les détenues cessent de voler. De même, ils n'enlèvent pas tout ce qu'ils trouvent dans les caches pratiquées dans les cellules. Dans chaque cellule, il existe sous le plafond un soupirail fermé par une petite porte. C'est l'endroit choisi par les prisonnières pour y entasser leurs larcins. La milice, qui connaît la ruse, attend que la cache soit remplie pour la vider.

Un jour, après le passage des miliciens, les détenues ont torqué la porte du soupirail pour que leurs successeurs ne tombent plus dans le piège (on sait que personne ne s'attarde dans

cet endroit). Les gardiennes étaient catastrophées, elles ont essayé de redresser la porte, puis on fit venir un ouvrier en pleine nuit pour la remplacer et remettre de la peinture sur les dégâts, en prenant soin que cela ne paraisse pas trop neuf. Cette célérité est tout à fait inhabituelle : à la cuisine, la cuve pour l'eau bouillante est cassée depuis un mois sans que personne ne la fasse réparer.

D'après mes évaluations, en un seul jour, dans une cellule, deux gardiennes ont enlevé pour 55 roubles de cosmétiques, chiffres qui doit se rapprocher de la moyenne.

Le « récepteur » fonctionne d'une façon exemplaire. J'ai eu l'occasion de voir le cahier qui recense les avis des détenues sortantes. Tous les avis sont unanimement élogieux. Ce ne sont que remerciements pour l'hygiène, les soins médicaux, la politesse du personnel et sa gentillesse ; et enfin pour la rééducation dont on a bénéficié. Ces jugements sont obtenus par une méthode très simple : on fait entendre à la détenue qu'au lieu d'être libérée elle allait être remise entre les mains de la milice. Soit disant, celle-ci viendrait la chercher. Pourquoi ? Elle le saurait plus tard. On la laisse mijoter plusieurs heures dans son jus, puis elle apprend que l'arrivée de la milice dépend d'un coup de téléphone ; un moment plus tard on l'appelle pour la sortie en spécifiant que la milice ne viendrait probablement pas. En attendant, ne voudrait-elle pas noter ses remerciements dans le cahier des avis ? Dans de telles conditions, la pauvre femme est prête à écrire tout ce qu'on voudra.

D'après le règlement, les détenues ont le droit d'adresser des réclamations par l'intermédiaire de l'administration. Dans la pratique, c'est impossible. On ne m'a pas autorisée à faire une demande pour qu'on me remette une copie de la décision du tribunal me concernant (sur la base de l'article 37 « Des fondements de la législation de l'U.R.S.S. sur les infractions administratives »). On a empêché deux détenues d'adresser au tribunal une requête de révision de leur procès. De même, la possibilité d'un avis négatif est exclue, le texte étant réglé d'avance.

Pour ce qu'il est de l'hygiène, c'est très simple : un seul robinet débite de l'eau glacée ; on fait entrer pour 10 minutes deux cellules — de 40 à 45 personnes — dans la pièce où se trouve ce robinet. La douche est prévue pour les nouveaux arrivants ; quelques-uns obtiennent d'y passer... Des légendes circulent à ce sujet ; en tout cas, la douche est pour une minorité.

Toujours en théorie, les détenues peuvent obtenir des médicaments, mais en fait on les trouve dangereux (« elles vont se droguer ») et on refuse même les tablettes contre la toux.

Dans les cellules, presque tout le monde tombe malade : il y fait froid et on ne reçoit pas de couverture ; il faut se contenter de ce qu'on a sur soi. Demander le médecin est considéré par les détenues comme une folie, les jours passés à l'infirmier ne sont pas décomptés. C'est pourquoi les malades vont au travail ; celle qui restent dans la cellule sont envoyées à l'infirmier. J'ignore ce qu'elle vaut, pendant mon séjour personne n'a demandé à y aller.

En ce qui concerne la politesse du personnel, la plupart des femmes détenues sont prêtes à subir les pires avanies pour ne pas voir leur peine allongée pour altercation. D'après le règlement aucune contestation n'est admise et l'on peut vous ajouter jusqu'à 30 jours pour avoir osé discuter. Devant moi, une femme de 70 ans se levait quand une toute jeune surveillante entrait dans la cellule. Quand je

restais assise, on faisait semblant de ne pas le voir, mais un matin, quand une petite vieille ne s'est pas éveillée à temps pour l'appel, on l'a laissée au « récepteur » sans l'emmener au travail. « Toi, bobonne, nous allons t'apprendre à te lever ». On l'a emmenée dans une autre cellule ; le soir, elle est revenue en larmes et n'a pas voulu raconter ce qui s'était passé.

La cellule mesure 20 m². A en juger d'après les alvéoles pratiquées sur une étagère pour y déposer le savon et le dentifrice, la pièce est prévue pour 16 personnes. En général, on y loge entre 20 et 25. Les surveillantes disaient que, pendant les Jeux Olympiques, on s'y entassait parfois à 60.

Vers le Nouvel An, on tâche de « réceptionner » moins de monde pour ne pas gêner la fête des miliciens. Mais, d'autre part, les miliciens reçoivent deux roubles par personne amenée, et pour le Nouvel An chacun a besoin d'argent.

Paru dans les Cahiers du Samizdat n°90, décembre 1982.



Irina Ratouchinskaya.

BERLINGUER : UN COCO PAS COMME LES AUTRES

A U delà des discours de circonstance que l'on débite à chaque occasion sur les personnages « illustres » qui disparaissent, il y a une profonde absence de rhétorique dans les manifestations de condoléance quasi unanimes qui ont suivies la mort de Berlinguer. Notamment, tout le monde s'est accordé pour reconnaître en lui un « communiste pas comme les autres ». Mais au-delà des clichés faciles, qu'en est-il réellement ?

Homme du compromis historique et de l'eurocommunisme, Berlinguer indéniablement a su dégager au fil des années autour de sa figure et autour de son parti une « image positive » ; celle d'un communisme ouvert au dialogue, pluraliste, « intelligent », soucieux des particularités nationales, attaché aux principes démocratiques ; bref, une image d'un communisme crédible, ayant enfin exorcisé les démons autoritaires du stalinisme et pouvant, de ce fait, convenir aux pays occidentaux.

Et, il faut bien le reconnaître, cette image constructive et réaliste a exercé pendant un moment une force d'impact et d'attraction non négligeable auprès de toute une frange de l'intelligentsia de gauche ou des fractions libérales, voire radicales de la bourgeoisie, non seulement italienne mais encore française et européenne.

Contrairement à son homologue français, Berlinguer a su lever un certain nombre d'hypothèques qui grevaient l'action des P.C. occidentaux ; et notamment, la première entre toutes, celle de la main mise de Moscou dans les affaires internes du parti. Pour réaliser cela, il n'avait pas hésité à s'engager sur la voie périlleuse de la dissidence idéologique.

Tout cela aura permis au P.C.I. de jouer un rôle très important dans la vie politique italienne de ces dernières années, même si en définitive le compromis historique a été un échec et a conduit le parti dans le cul-de-sac où il se trouve à l'heure actuelle, sans stratégie de rechange valable à court terme.

On peut aujourd'hui affirmer, sans grand risque d'être contredit, que la recherche de Berlinguer d'une nouvelle stratégie de conquête du pouvoir, d'une « troisième voie » ni léniniste ni social-démocrate, s'est révélée largement illusoire. Mieux encore, si d'un côté Berlinguer par son action a puissamment contribué à entretenir l'illusion d'une possible évolution démocratique vers le socialisme, de l'autre, toutes ses innovations, toutes ses « audaces » restent bien insignifiantes pour peu que l'on se place du point de vue de l'émancipation des travailleurs, et elles n'auront rajouté pas grand chose de nouveau aux recettes les plus écoulées du réformisme social-démocrate (marxiste ou non).

Cependant, nous pensons aussi que l'itinéraire suivi par le P.C.I. n'en a pas moins son



M. Berlinguer.

importance. L'échec du P.C. et de Berlinguer aura au moins servi à rendre manifeste ce que ce parti était déjà fondamentalement : un rouage essentiel dans le maintien et la défense de l'appareil d'Etat et du régime capitaliste. Pas de doute possible à cet égard, la classe politique italienne, la bourgeoisie, l'Etat viennent de perdre avec Berlinguer un complice et un allié ; un de ceux qui ont sans doute le plus œuvré depuis dix ans pour faire en sorte que l'Italie reste ce qu'elle est.

Et quoi de plus naturel alors que cette unanimité « spontanée » chez les politiciens et les dirigeants italiens pour celui qui (ne l'oublions pas) avait tout d'abord su canaliser sur un plan institutionnel et électoral une grande partie du mécontentement des masses et des luttes radicales des travailleurs qui ont secoué ce pays depuis 69 ; celui qui avait su se faire reconnaître par la bourgeoisie comme un gestionnaire viable et honnête du régime capitaliste et de sa crise ; celui sur lequel l'Etat a le plus compté pour réaliser l'unité nationale et sauver les institutions démocratiques quand les conflits aigus de classe se sont transformés en attaques directes contre l'Etat ; celui enfin qui a bradé les acquis de la classe ouvrière quand la répression s'est sentie assez forte pour se passer de la collaboration active des communistes.

Quelle plus belle reconnaissance de son rôle « historique » pouvait-il espérer de plus donc que cette union sacrée sur sa tombe qui voit réunis au nom de la raison d'Etat, démocrates, fascistes et cléricaux ?

Il n'y a pas de doute Berlinguer est mort en état de sainteté.

Gaetano
Gr. Paris 15^e

LES ANARCHO-SYNDICALISTES ALLEMANDS ET LA SEMAINE DE 35 H

DANS une brochure éditée par la F.A.U.-I.A.A. (A.I.T.), les anarcho-syndicalistes allemands donnent leur point de vue sur la semaine de 35 heures. Nous en publions ici quelques extraits.

« La semaine de 35 heures sans perte de salaire signifie une amélioration tant qualitative que quantitative si elle est introduite sans concession.

Amélioration quantitative parce que le maintien du salaire avec diminution de la durée du travail augmente le taux horaire. Mais il est à craindre que l'I.G. Metall ne soit pas déterminée à aller jusqu'au bout de cette revendication. En effet, c'est sur la question du salaire que les concessions seront faites si on en vient à des négociations. Si l'I.G. Metall recule, sa base aura été trompée une fois de plus. Car, que représente la semaine de 35 heures — quand le pouvoir d'achat a chuté pour la 4^e fois — si ce n'est un chômage partiel généralisé et décidé en haut et présenté cette

fois-ci comme une conquête. Des millions d'adhérents se seraient mobilisés pour une régression sociale. La déclaration d'I.G. Metall de renoncer aux augmentations de salaire si la semaine de 35 heures devient effective sans perte de salaire va tout à fait dans ce sens.

Amélioration qualitative veut dire « plus de temps libre, moins de stress ». A la condition que l'I.G. Metall parvienne à empêcher qu'un gain de temps libre ne se transforme en augmentation de la productivité. Ce qui signifierait alors une aggravation des conditions de travail et aucune amélioration pour le sort des chômeurs. Là aussi, il convient d'être prudents. Car la base n'est pas suffisamment mobilisée pour influencer sur la production. Pourtant, c'est d'elle

seule que peut venir la résistance à la rationalisation et au stress du travail. Les directives syndicales ne lui facilitent pas la tâche : « Avec des réformes, sortons de la crise ! », tel a été le mot d'ordre du dernier congrès de l'I.G. Metall en novembre 83.

Les réformes — quelles que soit l'opinion qu'on s'en fait — sont certainement le moyen le plus inadéquat pour amener la base à se prendre en charge et résister à l'arbitraire patronal. Il faudrait renoncer à l'idée de partenariats sociaux, à l'acceptation du système économique actuel. Mayr, dirigeant de l'I.G. Metall, déclarait : « La semaine de 35 heures ne nuit pas à l'économie allemande ».

Steinkühler, autre dirigeant du syndicat des métallurgistes, va plus loin en affirmant : « Nous tenons gratuitement un plan de travail à la disposition de tous les chefs d'entreprise qui estiment que la semaine de 35 heures

res désorganiserait leur production ». Vu sous cet angle, il y a peu à espérer d'une amélioration qualitative et quantitative par le D.G.B.

Aussi, nos revendications sont :

- application immédiate de la semaine de 35 heures sans perte de salaire ;
- résistance continue contre la rationalisation et l'arbitraire patronal (grèves contrôlées ou sauvages...);
- inciter les salariés à lutter contre le stress du travail (ralentissement des cadences, refus des heures supplémentaires, etc.);
- opposition massive aux tentatives de la bureaucratie du D.G.B. de réduire à néant des acquis par des concessions futures ;
- dénoncer l'idée fausse que les charges sociales sont la cause de la crise ;
- création ou participation de groupes d'entreprises pour le développement d'une résistance permanente ;

• poursuite de la lutte au-delà des 35 heures pour la gestion directe de la production et de la consommation par les concernés.

Il est clair cependant que la semaine de 35 heures ne résorbera pas le chômage, tout comme elle ne modifiera pas profondément nos conditions de travail directement liées à la société capitaliste. Elle peut représenter une amélioration qualitative et quantitative à l'heure actuelle. Mais elle ne saurait être considérée comme un pas vers une existence humaine plus digne, car elle ne fait qu'améliorer les conditions de notre dépendance.

La brochure se termine sur la nécessité de bouleverser les structures sociales actuelles qui perpétuent l'exploitation de l'homme par l'homme et de tout mettre en œuvre pour construire une société sans classes ni Etat.

Les relations Internationales

La défense générale suisse est fondée sur quatre piliers : l'armée, la protection civile, la défense nationale psychologique et la défense nationale économique. Quelques implications de cette dernière font le sujet de cet article.

« **L** A cigale, ayant manifesté tout l'automne, se trouva fort dépourvue lorsque la crise fut venue. » Pas besoin de vous faire un dessin. On connaît la fable et sa morale. La Suisse — qui s'en étonnera ? — serait plutôt du genre fourmi. La Confédération veille au grain. Les stocks obligatoires se montent à 11 milliards de francs suisses (1). Pas moins ! Quant aux Suisses, ils engrangent un peu, beaucoup...

Une autre histoire. Une vraie. Le 28 août 1939, le Département fédéral de l'économie publique décrète une interdiction d'achat sur certaines denrées alimentaires. En avril de la même année, il avait mené campagne dans la population pour que celle-ci constitue ses réserves. On connaît la suite aussi.

Jusqu'en 1974, et depuis la conception du plan Wahlen, les têtes chercheuses de la « défense économique » tablaient sur l'hypothèse d'un conflit européen. Survient l'embargo pétrolier des pays de l'O.P.E.P. et voici que les plans se cassent la gueule. Le fait que la Suisse soit dépourvue de ressources propres prend soudain une grande acuité : les quatre cinquièmes de l'énergie consommée sont importés, la moitié de notre alimentation et pratiquement toutes les matières premières.

Un mécanisme de fourmi

Les stocks obligatoires. Une estimation officielle indique que ces réserves représentent un montant global de 11 milliards de francs suisses. « Le chiffre est sous-estimé », indique Yvette Jäggi, spécialiste s'il en est (2). Ici tous les articles sont confondus. Onze catégories en tout, dont les carburants et combustibles, les denrées alimentaires, les engrais, antibiotiques, etc. Traditions libérales obligent, la Confédération n'intervient que pour poser l'exigence et contrôler. La totalité de ces stocks est administrée par les organisations professionnelles (3). Cela signifie que l'Office fédéral de la défense économique a signé plus de 2 000 contrats avec quelques 1 700 importateurs, producteurs ou entreposeurs. Pour la Confédération, l'intérêt du système est évident : le coût direct est relativement faible. Aux entreprises d'assumer la charge des 400 millions de francs que représenteraient les frais de gestion des stocks.

A l'importation, les produits sont taxés. Ce sont ces taxes qui permettent de maintenir les réserves obligatoires. En fin de compte, les coûts supplémentaires sont répercutés sur les prix à la consommation. Et le tour est joué.

En gros, la fourmillière suisse est parée pour tenir un siège de trois ans avec ses réserves et la production indigène. Le temps d'assurer l'autarcie...

Les garde-manger helvétiques

L'hiver peut s'annoncer particulièrement rude, la fourmi suisse peut rigoler. La planification est à ce point affinée que la plupart des communes possèdent des cartes de rationnement. En cas de coup dur, celles-ci peuvent être envoyées immédiatement à qui de droit.

Un échelon plus haut, dans les cantons, se trouve une seconde vague de cartes prêtes à l'emploi. Et on annonce l'étude du rationnement sur ordinateur...

Cela dit, la Confédération n'a pas l'intention de rester seule à jouer au hamster. Elle aimerait bien que les ménages s'en mettent également derrière les bajoues. En clair, elle incite à la constitution de « réserves de ménage ».

Rappelez-vous, en septembre de l'année dernière Kurt Furgler avait lancé une campagne nationale. Avec un budget promo de 250 000 francs suisses. Les commerçants, les grandes surfaces tout au moins, ont suivi. Un million et demi de prospectus diffusés pour vanter les mérites de la prévoyance alimentaire : un modèle standard, le « panier de la ménagère », 14 kg de réserves par personne pour un billet de 50 balles (4). Les résultats ? On avance les études faites au cours des dix dernières années. Une enquête réalisée en 1978 apportait de sombres résultats aux planificateurs : 10% des ménages suisses répondaient à l'appel. Malgré ! Une moyenne qui masquait ensuite un profond déséquilibre entre les parties linguistiques du pays. Alors que 13% des ménages suisses alémaniques possédaient les réserves de base, les Romands ne dépassaient pas le 1%. Mais les garde-manger n'en étaient pas vide pour autant : 84% des ménages interrogés (71% en Suisse romande) pouvaient subsister durant 15 jours au moins grâce à des apports divers. Aujourd'hui, on estime qu'un quart environ des Suisses jouent le jeu régulièrement.

Les commerçants n'insistent pas trop sur le registre. N'y aurait-il pas là matière à créer un véritable « marché parallèle » de l'alimentaire ? Ils n'y croient pas. Pourtant, leurs bilans, au lendemain de la campagne de septembre 1983, parlent d'eux-mêmes. On distinguerait partout une hausse du chiffre d'affaires. Une soupe dans laquelle ils ne crachent manifestement pas (5).

Le fusil comme la bouffe

L'automne dernier, on était à la veille de l'installation des euromissiles. Un moment favorable. C'est vrai qu'il faut travailler les esprits lorsqu'ils sont le plus chauds. Surtout lorsqu'il s'agit de l'accomplissement, comme l'écrit la Fédération romande des consommatrices, d'un « acte civil ».

SUISSE : BOUFFE EN STOCK

Reste un point qui nous chiffonne. Bien que dépendant du Département fédéral de l'économie publique, l'approvisionnement du pays participe de la défense générale. Comme la Protection civile d'ailleurs. A entendre le délégué à la défense économique, M. Werner Flachs, dire que « chaque famille devrait faire provision chez soi (...) de même que le soldat suisse garde son fusil », on ne s'étonne guère du parallèle. On découvre simplement un peu plus loin l'image d'un pays qui se replie frileusement sur ses capacités de résistance matérielle.

La Suisse, l'un des habitants les plus nourris de la planète, possède encore des tonnes de bouffe dans ses tiroirs. En prévision de temps plus durs. Des temps que d'autres peuples, sous d'autres latitudes, vivent aujourd'hui déjà.

Pierre Crevoisier
Extrait du *Rebrousse Poil*,
juin 1984.

(1) 1 F.S. = 3,80 F.F.

(2) Elle est l'auteur d'un ouvrage consacré à la question, Politique économique extérieure, défense nationale économique, approvisionnement économique du pays, Presse Ecole Polytechnique, Lausanne.

(3) Par groupes de produits. Par exemple Carburants pour les carburants et combustibles, Agraria pour les aliments, etc.

(4) Le « panier » est constitué de sucre, pâtes ou riz et huile, à raison de 2 kilos par produit. Le reste est laissé à l'appréciation du consommateur.

(5) Voir T.L.M. du 19 octobre 1983.

LES FOURMIS SONT MALHONNÊTES...

L'organisation des réserves n'est pas sans fausse note. La Confédération relevait il y a quelques années certaines « irrégularités de gestion ». Autre manière de dire qu'elle avait surpris des spéculateurs en flagrant délit. Le phénomène est facile à comprendre. Vous êtes importateur d'un produit spécifique. Disons le pétrole. Vos stocks obligatoires ont été constitués lorsque le cours vous était favorable. Mieux, vous avez prévu des réserves « libres ». Et lorsque les prix à la consommation augmentent, vous écoutez votre produit en réalisant de coquets bénéfices. Mais vous pouvez être tenté de puiser dans les réserves obligatoires. En spéculant justement sur une prochaine baisse du prix au producteur et en espérant que les contrôles ne soient pas trop tatillons. Illustration fictive ? Demandez aux compagnies pétrolières ce qu'elles ont fait des stocks constitués avant la crise de 1974...

ERIC MÜHSAM 1878-1934

AUCUN livre d'Erich Mühsam n'a été traduit en français (1). Beaucoup de gens ignorent la vie et l'œuvre de ce militant anarchiste que Rudolf Rocker a présenté comme « un adversaire inébranlable de toute injustice et de toute tyrannie ». Sa vie mouvementée en fait une des figures les plus attachantes du mouvement libertaire allemand. Assassiné par le fascisme brun, le 10 juillet 1934, nous avons tenu à honorer sa mémoire en publiant la bibliographie que nous a adressée un compagnon allemand.

Le rebelle littéraire

Erich Mühsam naît le 6 avril 1878 à Berlin. Il est le fils d'un apothicaire juif, d'esprit national-libéral. Peu après sa naissance, ses parents déménagent à Lübeck où le jeune Erich connaît une enfance insouciant et heureuse. A l'âge de 10 ans, il entre au collège de Lübeck.

Son goût pour la littérature se manifeste très tôt. A 11 ans, il compose sa première fable d'animaux. A 16 ans, son travail le fait vivre : il écrit des variétés pour un cirque de Lübeck, dans lesquelles il commente les événements locaux et politiques. Peu de temps après, il est expulsé du collège. Motif : « menées socialistes ». A 17 ans, il apprend le métier d'apothicaire à la pharmacie Adler à Lübeck et s'installe à Berlin à la fin de ses études.

Art et anarchie

Il travaille encore quelques temps comme apothicaire au Weddingsplatz, mais en 1900, il décide d'être écrivain indépendant. Cette décision a en partie été encouragée par Heinrich Hart, directeur de presse. Grâce à lui, Mühsam fréquente des écrivains renommés, tel l'anarcho-pacifiste Gustave Landauer, qui deviendra son ami.

Mühsam publie régulièrement dans des journaux tels que *Gesellschaft* (« Société »), *Stimplizissimus*, le journal satirique *Der Liebe Augustin* (« ce Cher Augustin ») et le journal de la Fédération anarchiste allemande, *Der Freie Arbeiter* (« Le Travailleur Libre »). Jusqu'en mai 1903, il collabore régulièrement à la revue *Der Arme Teufel* (« Le Pauvre Diable »).

Dégoûté par le côté légaliste des socio-démocrates, Mühsam se rapproche des anarchistes, sans pour autant adhérer à l'une ou à l'autre des organisations existantes. Il souhaite plutôt fonder son pro-

pre groupe : en 1909, il crée le groupe *Anarchist*, puis lorsque celui-ci est dissous, le groupe *Tat* (« Action ») qui ne connaît qu'une existence brève et très peu de membres.

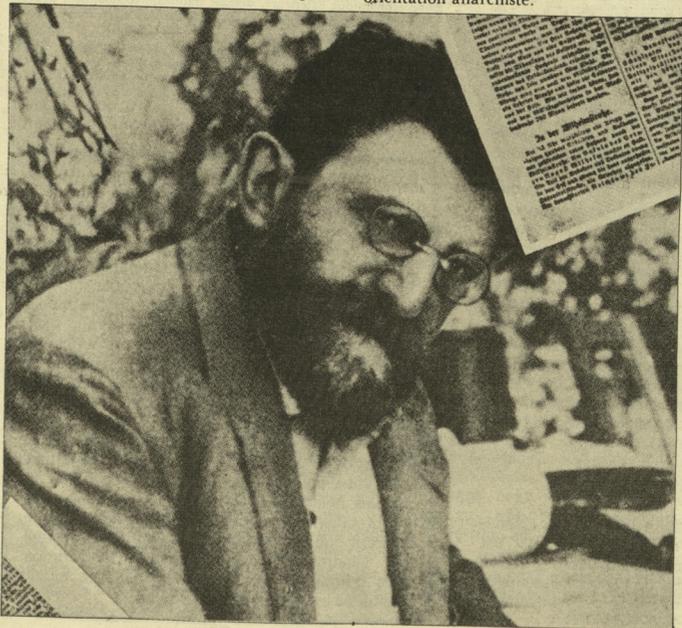
Mühsam et la guerre

En avril 1911, Mühsam lance son premier journal : *Caïn, journal de l'humanité*. Ce journal défend, de manière semblable à l'Union socialiste créée par Landauer, le pacifisme anarchiste. Il paraît jusqu'au début de la Première Guerre mondiale. Contrairement aux positions antimilitaristes qu'il défendait jusqu'ici, Mühsam — dans le délire nationaliste — se rallie au cri patriotique quand se déclenche le premier conflit mondial.

Ce n'est que lorsque ses anciens compagnons ainsi que certains de ses amis artistes prennent leurs distances qu'il revient sur sa position. Non seulement, il reconnaît ses erreurs, mais il s'engage à fond dans la lutte contre la guerre. Il est à l'initiative de la manifestation des affamés à la Marienplatz à Munich le 17 juin 1916 et noue des contacts dans les milieux socio-démocrates favorables aux idées pacifistes. Ses visées — souvent d'envergure — telle la création d'une organisation rassemblant tous les résistants à la guerre tombent à l'eau à cause de ses maigres talents d'organisateur et sa naïveté politique qui l'expose souvent aux coups fourrés des partis politiques. Dès la fin de 1916, Mühsam rejoint des groupes marxistes dissidents, sans abandonner ses positions libertaires. Il pense qu'une entente est possible entre les gens de « gauche » sur la base du système des conseils.

La révolution de Munich

Vers la fin de la guerre, Mühsam se lie avec des travailleurs révolutionnaires dans les usines d'armements Krupp, Maffei et Krauss et lorsque ceux-ci organisent une importante grève en 1918, Mühsam s'y lance activement et harangue la foule. La grève se solde par un échec. Il est emprisonné et purge sa peine à Traunstein. Il retrouve sa liberté peu de temps avant la révolution de novembre 1918 qui activera la fin de la guerre. D'autres anarchistes prennent part à la révolution : Gustave Landauer et Ret Marut (alias B. Traven) mais ils ne réussiront pas à donner à la République des conseils une orientation anarchiste.



La social-démocratie, quant à elle, prépare activement l'avènement d'un Etat centralisateur, capitaliste et organise des élections parlementaires le 12 janvier 1919. Mais avant que le Parlement puisse se réunir en février, les conseils munichois prennent le pouvoir et proclament la République des conseils le 7 avril 1919. D'autres anarchistes occupent des fonctions influentes à côté de Mühsam qui travaille au Conseil central. Mais sa collaboration sera de courte durée. Le 13 avril, il est arrêté lors de la tentative de putsch des « troupes de défense républicaines » et conduit hors de Munich.

Bolchevisme et anarchisme

Pour avoir participé à la République des conseils, Mühsam est condamné à 15 ans de prison. Il purge sa peine dans la forteresse Niederschönenfeld.

Il reste convaincu de la possibilité de collaboration entre anarchistes et marxistes révolutionnaires. Il rejoint en 1919 le Parti communiste allemand (K.P.D.) récemment créé. Ce qui lui vaudra par la suite de graves remords. Il désavouera la discipline rigoureuse du parti et le fonctionnarisme. Il considère « l'unification du prolétariat révolutionnaire » comme la condition nécessaire pour le développement social révolutionnaire possible et présente son projet sous forme d'une synthèse Marx-Bakounine dans une brochure qui paraît en 1920. Il est encore sous le charme des écrits anti-étatiques (sic) de Lénine : *L'Etat et la révolution* et de l'anti-parlementarisme du K.P.D. Mais lorsque ce dernier rejoint la ligne parlementaire en octobre 1919, Mühsam quitte le parti.

Mühsam et les anarchistes

Pendant sa période de captivité, Mühsam s'adonne à la littérature. En 1920, paraît le recueil de poèmes *Brennende Erde* (« Terre brûlante ») et un drame ouvrier *Judas*. En 1925, il édite un autre recueil de poésie politique *Révolution*. Mühsam garde constamment le contact avec la F.A.U.D. (2) et la F.K.A.D. (3) sensiblement plus petite. Il rejoindra cette fédération mais pour peu de temps car celle-ci l'exclura en raison de sa collaboration au Secours rouge.

En décembre 1924, Mühsam est amnistié et remis en liberté après 6 ans de prison. Il s'installe à Berlin et adhère à l'Union anarchiste de Berlin, scission de la F.K.A.D., où il fera rapidement figure de leader. Il combat inlassablement les organisations gauchistes et jusqu'à son écrasement par les fascistes en 1933, l'Union anarchiste verra ses rangs augmenter alors que la F.A.U.D. connaît depuis 1923 une régression.

Libertaire avec claivoyance

Dès 1926, Mühsam fait paraître un journal *Fanal* qui sera l'un des organes théoriques les plus notoires du mouvement anarchiste allemand. Il traite à la fois de l'actualité, de la théorie, de la littérature et de l'art.

Sa parution s'arrêtera en 1931 à cause de difficultés financières importantes. Mais Mühsam utilise d'autres moyens de propagande. Très tôt il reconnaît l'importance de la radio (4). Dès la fin des années 20, il parle régulièrement sur les ondes.

Très tôt également, Mühsam pressent les dangers du fascisme et les menaces de guerre. Il essaie — comme il l'avait déjà tenté en 1918-1919 — de surmonter le sectarisme et de réunir tous les anti-fascistes dans un front commun. Ses compagnons anarchistes sont prêts à suivre son idée, mais les partis de gauche (S.P.D., K.P.D.) ne voient pas immédiatement la nécessité d'un tel front et espèrent jus-

qu'au dernier moment dans les capacités de leurs chefs. Les nazis prennent le pouvoir. Beaucoup de compagnons s'enfuient. Mühsam reste et persévère dans sa lutte contre le fascisme. Ce n'est que lorsque la haine nazie contre les juifs et les anarchistes se déchaîne dans la presse que Mühsam pense à fuir à Prague. Le soir de l'incendie du Reichstag, il retourne chez lui en vue des derniers préparatifs pour l'exil. Mais il ne pourra plus fuir : le lendemain matin, 28 février 1934, des membres des S.A. et des S.S. viennent l'arrêter.

Le dernier combat

Après son arrestation, Mühsam connaît des moments terribles dans les prisons et les camps. Il sera interné au camp de concentration d'Oranienburg. On l'humilie, on le torture, on simule son exécution. Mais Mühsam tiendra bon jusqu'au bout : quand on voudra le forcer à entonner l'hymne nazi, il chantera *L'Internationale*.

Il jouera le dernier acte de sa tragédie avec dignité. Le 9 juillet 1934, ses gardiens le menacent une fois de plus : « Monsieur Mühsam, nous vous donnons deux heures pour vous pendre. Sinon, c'est nous qui le ferons ! »

Mühsam confiera à ses compagnons de misère : « Je ne leur ferai pas ce plaisir ». Vers 21 h, alors que la plupart des prisonniers s'endorment, Mühsam est appelé au poste. Le lendemain, 10 juillet 1934, on découvrira son corps pendu dans une latrine.

Mühsam aura été, jusqu'à son dernier souffle, fidèle à l'idéal libertaire. Il ne se sera plié devant aucune dictature. Il aura non seulement propagé l'anarchisme, mais il aura tenté de le vivre, sans ceillères et loyalement.

Andreas Canter
Trafik

(1) Sauf un court texte : La liberté comme principe social, qui est en fait un discours prononcé à la radio en 1929, à Francfort. Voir également la brochure de R. Lewin : Erich Mühsam, supplément au n°143 du Monde libertaire, juin 1968.

(2) Freier Arbeiter Union Deutschlands, anarcho-syndicalistes.

(3) Fédération Kommunistischen Anarchistischen Deutschlands.

(4) Ici, l'auteur fait un clin d'œil à Radio-Libertaire, N.D.T.

Et après ?

Le jour des obsèques de Mühsam, le 16 juillet 1934, au cimetière de Dahlem, Zensl, sa compagne, quitte l'Allemagne et se réfugie en Tchécoslovaquie. Quelque mois plus tard, elle est invitée en U.R.S.S. Elle y emmène tous les manuscrits de son mari, car on lui a promis de publier une édition complète de ses œuvres. Elle commet l'imprudence de confier ces documents aux archives soviétiques où il est fort probable qu'ils s'y trouvent encore.

La censure autorise seulement la parution de quelques poèmes et souvenirs littéraires. Zensl est déçue et ne le cache pas. Lors des purges staliniennes de 1936, elle est arrêtée et condamnée à 8 ans de travaux forcés et déportée. Elle ne sortira de l'enfer concentrationnaire qu'une quinzaine d'années plus tard.

Gravement malade, elle commence à perdre la raison. On la renvoie en Allemagne orientale où on lui octroie quelques médailles et une pension. Le régime de Pankow (Berlin-Est) lui fait signer des manifestes et utilise son nom à plusieurs reprises. Elle meurt à Berlin-Est le 10 mars 1962.

PROGRAMMES DE RADIO-LIBERTAIRE

- Jeudi 21 juin :
 - « Du coin des marmites » (12 h à 14 h) : en direct du restaurant *Le Temps des cerises*.
 - « Chronique syndicale » (19 h à 20 h) : psychiatrie et problèmes dans la Santé, avec des militants syndicalistes C.F.D.T. de la Santé.
- Vendredi 22 juin :
 - « De bouche à orteils » (16 h à 18 h) : avec Georges et ses amis.
 - « L'Invité quotidien » (20 h à 22 h) : Serge-Christophe Kolm présente son dernier livre consacré à la critique du « libéralisme économique ».
 - « Du nouveau à l'Est » (22 h à 24 h) : les syndicats clandestins en U.R.S.S.
- Lundi 25 juin :
 - « De la lyre au délire » (10 h à 12 h) : avec Ingrid Naour et P. Drachline.
- Jeudi 28 juin :
 - « Jazz en liberté » (22 h à 24 h) : avec le peintre Michel Potage et le percussionniste Patricio Villaroel (Chilien).

NOTE DE LECTURE

« PAROLES ET MUSIQUE » N°4

LES lecteurs du *Monde libertaire* et les auditeurs de Radio-Libertaire connaissent bien *Paroles et Musique*. Notre librairie — 145, rue Amelot, Paris 11^e — a été une des premières à le diffuser. La qualité de la revue mensuelle de la chanson vivante reste exemplaire, tant par son contenu que pour sa présentation. Le quarante-et-unième numéro (juin 84) en est l'illustration parfaite : des articles pour nous présenter Karim Kacel, Brenda Wootton, Pierre Delorme, le Printemps de Bourges, la présentation des concerts du mois... et un merveilleux dossier consacré à Brassens.

Ce numéro est, comme les précédents, plus à dévorer qu'à lire. Concluons sur une bonne nouvelle. A partir de ce mois, *Paroles et Musique* est diffusé en kiosques. Il s'agit là d'un effort considérable pour un organe libre et indépendant — au *Monde libertaire* nous en savons quelque chose !

Comme nous vous le répétons souvent : « le meilleur des soutiens, c'est l'abonnement ! ». Pour tous, c'est la même chose. Alors : *Paroles et Musique*, Herville, 28270 Brezolles (1 an, 170 F).

H.T.

NOTE DE LECTURE

« VIENS SUR LE CHEMIN, DES LIEUX DE VIE RACONTENT »

SIGNE des temps en ces temps où le signe est roi, la connaissance qu'ont nombre d'entre nous des lieux de vie se résume souvent à quelques généralités sur le Coral, au nom de Claude Sigala et à quelques lointains échos du tapage médiatique qui eut lieu l'an passé. C'est ainsi, ce système de merde nous conditionne tous, plus ou moins, à marcher au pas cadencé du spectaculaire et de la personnalisation à outrance, à nous repaître de l'apparence des choses et à effleurer l'essentiel sans jamais le toucher.

Pour ce qui concerne les lieux de vie, c'est particulièrement flagrant. Sur une trentaine de lieux de vie fédérés au Collectif réseau alternatif (C.R.A.), un réseau en perpétuelle évolution puisqu'il est passé de l'alternative à la psychiatrie à l'alternative à l'enfermement en général, et qu'il s'oriente maintenant vers l'alternative

généralisée... nous ne connaissons que quelques lieux communs et la silhouette de l'un des animateurs d'un lieu de vie.

Dans ces conditions, une brochure (1) comme celle-ci présente un intérêt certain. Elle nous permet de briser l'équation « lieu de vie = le Coral = Sigala », d'esquisser quelques pas dans la dimension plurielle et fédéraliste de cette lutte pour l'alternative aux enfermements de toutes sortes. Dans cette brochure, deux lieux de vie nous sont présentés par le biais d'une foule de témoignages émanant d'« accueillants », d'« accueillies » et de stagiaires.

Le lieu de vie de Chantelle (près de Poitiers), animé par Claude Vaudez (un ancien taulard, qui en son temps luttait déjà au sein du Comité d'action des prisonniers), présente la particularité de s'être fixé comme objectif d'accueillir aussi bien des anciens prisonniers que les voyageurs sans

bagages des hôpitaux psychiatriques et autres institutions spécialisées dans la gestion et l'anéantissement des rebelles aux normes dominantes. Yves et Sylviane, deux accueillies, nous racontent tout cela. Ils nous disent leurs errances, façon « nuit et brouillard » dans les toiles et les institutions, et leurs premiers pas, hésitants, mal assurés, dans un lieu de vie qui a réussi à leur entrouvrir la porte de l'espoir.

Le lieu de vie de l'Eglantine (lui aussi près de Poitiers) correspond quant à lui davantage à l'image que l'on se fait d'ordinaire des lieux de vie. Un appartement accueillant dans une grande maison solaire collective et autogérée ; le cheval, Amandine, des moutons, des poules... l'espace. Chantal, une ancienne éducatrice avec la révolte et l'espoir à fleur de cœur ; Alain, son compagnon ; Francis, l'écorché vif, qui s'éveille aujourd'hui à la vie ; Jovan ; Chan-

« TOUT EST PERMIS, RIEN N'EST POSSIBLE »

De Bernard Lavilliers

Il y a entre deux regards une lucidité qui pousse à décrire ces panneaux-clichés qui balisent notre conscience et nos sentiments. Bernard Lavilliers ne reste jamais indifférent à ce qu'il voit, que ce soit à San Salvador da Bahia, à Lyon ou Paris-13^e. Des êtres défilent sur la pellicule du cortex et frottent leur existence aux murs d'une cité avec leur stock d'actions et de souvenirs entre Rio et Pigalle-la-blanc et porte d'Ivry.

Les acteurs, au fil des chansons, se succèdent et font des signes. Le puzzle pénètre dans

les embouteillages de l'individu avec la musique qui le pousse à en faire une sensation assimilable.

J'écoute *Chinatown* et je cherche un peu mieux cet angle particulier de Paris-13^e où la nuit d'acier froid perce dans la lune l'épave des quais de Bercy. C'est un film à la Simenon que la voix chaude de Lavilliers raconte.

Le casque sur les oreilles, je découvre les cuivres magnifiques et vous laisse un moment...

Lyon-sur-Saône, un beau poème coloré d'une ville en feu,

plein phare orangé sur une femme, la rue, l'amour et la nuit.

Walter Araujo, le Brésilien d'Amazonie y met tout son tempo. *Entrée des artistes*, la vie des coulisses... du synthé... la scène, et ça rythme fort. Quelle santé Bernard ! *Le Bal*, la fête, en brésilien *festa. Fleur du mal*, un cri d'amour sans un mot de trop. *Tout est permis, rien n'est possible*, Lavilliers l'anar à travers ce texte épuré ne renie pas ses idées de toujours...

René Pic

THÉÂTRE

CANARDO AU CALYPSO

NOIR. Une lumière trouble. Un bar. Un homme, de dos, une bouteille à la main. Déjà vu, me direz-vous ? Erreur ! Nous ne sommes pas dans un « remake de Dylan ». C'est Canardo lui-même qui vide son litron. Canardo, vous ne connaissez pas ? Honte à vous. Et *La marque de Raspoutine* ? Niet ? Et *Le chien debout* ? « Gargl ! » Et la culture, bordel ! La bédé ne vous dit rien, alors, peut-être le théâtre ? Ça fait mieux ! Ben justement, au Calypso (1), tous les soirs à 20 h 30 jusqu'au 30 juin (c'est même dans *L'Officiel*, *Pariscope*, etc.) quatre comédiens et comédiennes se démentent comme dix bêtes — nous ne sommes pas dans une métaphysique d'hommes ! — pour vous introduire dans l'univers sokalien.

Leurs visages sont plus que des masques, leurs attitudes plus que des grimaces. Aucun détail ne manque à l'incarnation (les dégoulinades de la rivière, le jazz desperado et Lilly ont encore frappé !).

CHANSON

« PARADIS NOIR »

De Jean-Louis Blaie

IX ans de chansons et l'insistance de beaucoup d'amis ont été nécessaires pour que J.-L. Blaie se décide à enregistrer *Paradis noir*, un 33T auto-produit qui reflète un personnage attentif aux accros de la vie, à la rumeur des bars où l'on traque du regard les poids-lourds du quotidien dans des coins d'amié où le blues vient racler dans le fond la vase grave de ce grand corps qui regarde la rue en détail d'émotions. J.-L. Blaie raconte la vie sur un bon swing et même si les arrangements ne sont pas toujours parfaits, c'est un disque très attachant que j'ai beaucoup de plaisir à réécouter en passant de *Voisine à J'suis comme un train*, *Paradis noir* et un très beau poème *Un café-crème*. Vas-y Loulou, c'est du bon boulot !

R.P.

chistes que nous sommes, cette lutte nous prend aux tripes. C'est la nôtre ! Changer les choses et la vie, tout de suite, ici et maintenant. Poser la révolution en actes, mettre la révolte en mouvement... Tout ce qui est au cœur de notre cohérence se trouve ici à profusion.

On l'aura donc compris, cette brochure est à lire. Elle nous apprend beaucoup sur deux lieux de vie, sur les lieux de vie en général. Sur une certaine conception de la révolution en mouvement. C'est une main tendue de la part de camarades de combat, du combat contre le Vieux Monde. On ne peut faire autrement que la saisir.

J.-M. Raynaud

(1) Ed. *L'Eglantine*, en vente à la librairie du *Monde libertaire*, 35 F, ou à : *Lieu de vie L'Eglantine*, La Séolane-du-petit-Médoc, 86800 Seures-Auxantonn.

L'EUROPE : SUR LA BASE DE QUELS INTÉRÊTS ?

QUAND ce Monde libertaire sera dans les kiosques, quotidiens, hebdomadaires, télévision et radios auront largement commenté les résultats des élections européennes. Entre les intérêts divergents des pays de l'Europe et ceux des classes dirigeantes de chaque pays, comment peut-on espérer représenter le socialisme au parlement européen ? Quand Mitterrand avait été élu en mai 81, la Fédération anarchiste avait clairement déclaré qu'elle était contre tous les pouvoirs et qu'elle continuerait son combat contre le capitalisme privé ou d'Etat. Depuis, le gouver-

nement de gauche a montré dans les faits qu'il entendait gérer les affaires, préserver le capitalisme et renforcer l'étatisme. Non contents de leurs forfaits métropolitains, les socialistes et les communistes veulent nous faire croire que voter pour eux, au niveau européen, pourrait changer les choses !

Que peuvent avoir de commun les pays européens ? On sait déjà que question services de police, les divers pays de ce que l'on appelle la communauté européenne, s'acheminent vers une collaboration étroite. Lutte contre le terrorisme, contre les extrémistes,

un bel appareil répressif est en train de se mettre en place. Est-ce à dire que l'Europe pourrait se faire sur la base d'une unité des systèmes policiers ?

Une « certaine idée » de l'Europe toutes tendances confondues peut se résumer à faire un bloc économique face aux Etats-Unis. Comme le disait Lionel Jospin dans une interview au *Nouvel Economiste* : « Mais les Etats-Unis ne jouent pas le jeu d'une puissance responsable ! On le voit bien dans la manière dont ils gèrent à leur profit exclusif le dollar et les taux d'intérêt. Une puissance mondiale ne peut pas penser qu'à soi, sur-

tout quand l'économie internationale est si instable. Donc l'Europe doit défendre ses intérêts et proposer des solutions pour le monde. » On le voit le Parti socialiste a un discours que pourrait aussi bien reprendre l'opposition.

Que dire des petites listes qui espèrent avoir un ou deux élus au Parlement européen. On connaît l'opinion de l'extrême gauche qui, estimant représenter les travailleurs, pense en étant élue faire entendre la voix des travailleurs. L'extrême droite, elle, veut l'Europe des nations et entend par sa représentation au Parlement européen, propager ses idéaux. Tous attachent donc la plus

grande importance à cette institution, donc la respectent ! A moins que la paie du parlementaire européen balaye tous les problèmes ? De Simone Veil acceptant Hersant sur sa liste au Parti ouvrier européen, récoltant frauduleusement des noms pour le soutenir, tout est bon pour avoir sa part de gâteau.

Le soir du 17 juin, à TF1, majorité et opposition se disputaient l'interprétation des résultats. Pendant ce temps, Le Pen, vu son score, pouvait dire : « Tout commence à partir d'aujourd'hui... » A nous de lui barrer la route !

J.-P. Germain

DÉFAILLANCES DANS LE SYSTÈME

DU 7 au 9 juin, s'est tenu à Londres une conférence (une de plus !) des pays industrialisés. Mais pour une fois, il risque d'y avoir du suspense car deux événements se sont produits récemment qui risquent de secouer le ronron traditionnel de ce genre de rencontres (en plus de la guéguerre du Golfe Persique, bien sûr).

Ces deux événements, la formation d'un « cartel » des pays du tiers monde pour renégocier les modalités du remboursement de leur dette, et l'internationalisation du yen, la monnaie nationale japonaise, sont le résultat d'une évolution de longue date et sont porteurs de conséquences qui vont sensiblement modifier la physionomie des relations Nord-Sud d'une part, et des relations interimpérialistes d'autre part.

Dollar et taux d'intérêt

L'endettement du tiers monde n'est pas un fait nouveau mais il a été considérablement aggravé depuis l'arrivée de Reagan au pouvoir, dont la politique économique a conduit à une forte hausse à la fois du dollar et des taux d'intérêt.

La fantastique politique d'armement de Reagan n'a pas été suivie d'une hausse consécutive des impôts. Cette politique a été payée par les couches les plus défavorisées de la population américaine, qui ont vu les programmes sociaux réduits à presque rien. Elle a été également financée par l'émission de bons du trésor qui, pour être attractifs, étaient assortis de taux d'intérêt élevés.

Cependant, un autre phénomène a contribué à faire hausser les taux d'intérêt ; c'est la prodigieuse accélération de la concentration du capital par les fusions d'entreprises. Un simple exemple chiffré permettra de se rendre compte de l'importance du phénomène. En 1972, la valeur des fusions et des rachats est de 1,5 milliards de dollars ; en 1977, elle est de 6 milliards de dollars ; en 1981, elle est de 82 milliards de dollars (cf *Le Monde diplomatique*, juillet 83).

C'est qu'il s'agit de former des mastodontes qui pourront se lancer plus efficacement à la conquête des marchés. Cependant, ces concentrations doivent être financées, alors on emprunte, ce qui fait augmenter les taux d'intérêt.

En résumé, la hausse des taux d'intérêt et du dollar sont dues à l'énorme déficit budgétaire américain (200 milliards de dollars) et à la fantastique accélération de la concentration du capital. Les taux d'intérêt étant élevés, il se produit un phénomène de pompe aspirante : les capitaux étrangers affluent aux Etats-Unis, provenant aussi bien des pays industrialisés que des pays sous-développés qui auraient pourtant bien besoin d'investissements sur place.

Par ailleurs, le gonflement du dollar freine les exportations américaines puisqu'il faut payer ces produits avec une monnaie chère. Donc cela accroît le nombre des faillites, ce qui accélère encore le rythme des concentrations. Avec comme corollaire le chômage pour les travailleurs américains.

Vers un cartel des débiteurs ?

Lorsque des banques prêtent de l'argent à un pays, elle touchent évidemment des intérêts. Elles considèrent que ces intérêts leur sont versés à temps et les inscrivent à leur crédit, même si ces sommes ne sont pas encore versées.

Or la loi américaine interdit de comptabiliser ces sommes à l'actif lorsque le paiement des intérêts a un retard de plus de 90 jours. Et dans ce cas, les ban-

ques doivent dévoiler le montant de la somme à mettre au passif. Ainsi la Chase Manhattan Bank, à son bilan trimestriel du 31 décembre 1983, a dû révéler que les crédits ouverts à l'Argentine pour 140 millions de dollars étaient « non performing ».

Les bénéfices des banques pour le premier trimestre 1984 avaient considérablement baissé et, au 1^{er} février, les actions de la Manufacturers Hanover avaient baissé de 13,5%, celles de la Morgan Guaranty de 12,4%. Il fallait éviter que le phénomène ne s'amplifie. Pour cela, il faut trouver un expédient pour permettre à l'Argentine de payer à ses créanciers américains la somme de 300 millions de dollars. Quelques heures avant l'échéance, un accord est trouvé. Quatre pays notoirement endettés (Mexique, Venezuela, Brésil, Colombie) vont prêter cette somme à l'Argentine, et les Etats-Unis vont reverser les 300 millions de dollars aux quatre pays en question, après un accord entre l'Argentine et le F.M.I. Grâce à cet artifice, on a pu éviter une crise majeure. Ce qui a permis au *Financial Times* du 3 avril 1984 d'écrire : « La diplomatie du bord du gouffre pratiquée par l'Argentine est payante ».

Donald Reagan, le secrétaire américain au Trésor qui a organisé toute cette magouille a noblement déclaré qu'il voulait surtout « éviter une crise du gouvernement argentin ». Il a surtout évité aux banques de se mettre dans l'obligation de déclarer « non performants » les 25 milliards de dollars qu'elles ont prêtés à l'Argentine.

Mais un climat de crise plane. La Colombie ferme ses frontières à 680 produits importés et en soumet 1 700 autres au régime de l'autorisation préalable. Le Chili demande une révision des accords conclus avec le F.M.I. Le Brésil exige un abaissement des taux d'intérêt et un allongement de la durée de remboursement. La République dominicaine rompt les négociations avec le F.M.I. ainsi que le Nigeria, en Afrique. Sous la pression du C.O.B., la centrale syndicale, la Bolivie suspend le remboursement des intérêts aux banques privées et limite le remboursement de ses dettes aux organisations internationales à 25% de ses recettes à l'exportation, ce qui signifie en gros : si les pays industrialisés achètent chez moi, je rembourse.

Le système financier international commence à être sérieusement remis en cause un peu partout et on peut penser qu'est en train de naître une sorte de cartel des pays endettés, en vue de renégocier les modalités de remboursement. A ce jour, ce sont surtout les banques américaines qui vont perdre des plumes, nous allons voir pourquoi.

Banques américaines : rapaces et fragiles !

La Continental Illinois, une banque de Chicago, a certes prêté beaucoup d'argent à l'Argentine, mais ce sont des problèmes internes aux Etats-Unis qui la mettent en difficulté. A la suite de la crise de l'industrie pétrolière américaine, la Continental a été prise dans le krach d'une banque de l'Oklahoma spécialisée dans les crédits à l'industrie pétrolière. La Continental y avait investi 1 milliard de dollars.

Seule une très ferme intervention de l'Etat a permis de ne pas entraîner la chute de l'ensemble du système bancaire américain. Car d'autres banques ont suivi, telle la Manufacturers Hanover, dont le cours des actions chûtent ainsi que celui d'autres banques.

En fait la puissance agressive des banques américaines est bâtie sur des fondations de sable. Les ban-

ques américaines n'ont pas les mêmes assises que leurs homologues européennes ou japonaises, qui détiennent d'importantes participations dans les sociétés. La rapacité des actionnaires américains fait que les banques se livrent surtout aux prêts directs à intérêts ce qui favorise évidemment les activités spéculatives au détriment des investissements directs. D'autre part, l'absence de confiance des déposants fait que ceux-ci peuvent être facilement amenés à retirer leurs dépôts.

Or les banques sont dans l'impossibilité de payer leurs déposants pour la bonne raison que la Banque Citicorp, par exemple, a prêté à l'Argentine, au Brésil, au Mexique et au Venezuela réunis 154% de son capital et que la Manufacturers Hanover a prêté deux fois et demi son capital à ces quatre mêmes pays. La puissance même des banques américaines et leur agressivité devant la quête de profits immédiats constitue en même temps leur faiblesse.

Pour que l'exposé sur leur rapacité soit complet, il faudrait encore montrer comment elles réussissent à tirer des profits de la renégociation même des dettes du tiers monde.

Selon l'explication libérale traditionnelle, le problème de la dette est une crise « structurelle ». Les cessations de paiement correspondent à une crise de liquidité passagère, résultant de la contraction des échanges, qui conduisent à la chute des prix des matières premières. Les grandes banques ont été imprudentes d'avoir prêté de telles sommes de manière irréflective, aussi faut-il exercer une meilleure surveillance des engagements sur le tiers monde, accroître le rôle du F.M.I. en le dotant de ressources adéquates.

En fait tous les plans de sauvetage proposés ne sont que des mesures techniques en vue de faire partager le poids des dettes du tiers monde par un plus grand nombre d'organismes internationaux, afin d'alléger le fardeau qui pèse sur les banques commerciales privées (qui détiennent 49% des dettes du tiers monde).

Le Brésil et le Mexique, les pays les plus endettés, sont aussi ceux qui enrichissent le plus les banques créancières. Ainsi ils ont servi en 1982, respectivement, 18,5 et 15,2 milliards de dollars de remboursement.

Lorsqu'un Etat est dans l'impossibilité de rembourser les intérêts dus au titre de sa dette, les banques s'empressent de lui prêter cette somme, d'abord pour éviter les ennuis consécutifs à l'échéance de 90 jours évoqués ci-dessus au sujet de l'Argentine, et ensuite parce qu'il y a là une source nouvelle de profits.

Les renégociations des dettes avec le tiers monde sont également l'occasion pour le débiteur de payer des taux d'intérêt plus élevés que sur les anciens crédits et sur des durées plus courtes. Elles sont aussi l'occasion de toucher de substantielles commissions bancaires...

Conclusion

Alors le problème se pose de savoir si nous allons tous vers une nouvelle crise mondiale de 1929. C'est une erreur de penser que le Capital ne tire pas les leçons de l'histoire. Tous les moyens seront mis en œuvre pour renflouer les institutions financières défaillantes des pays industrialisés pour qu'elles puissent elles-mêmes renflouer les économies défaillantes des pays du tiers monde. En dernière analyse, ce sont les contribuables qui couvriront les pertes des banquiers. C'est à peine exagéré de dire que ce sont les pauvres du Nord qui paieront les dettes des riches du Sud !

Raoul Boullard

* A suivre : « Japon : nouveau venu dans le club impérialiste. »

Meunier P. Terre de Veullots	75 F
Michaud R. J'avais vingt ans	69 F
Massé L. Le mas des Oubelles	48 F
La terre du liège	67 F
Nadaud M. Léonard, maçon de la Creuse	73 F
Navel G. Travaux	17 F
Passages	78 F
Nell D. La fourmi ouvrière	50 F
Philippe C.-L. Dans la petite ville	42 F
Orwell G. Le quai de Wigan	80 F
Pardiguiet A. Mémoires d'un compagnon	75 F
Philippe A. Michel Rondet	55 F
Poulaillé H. Le pain quotidien	59 F
Seul dans la vie à 14 ans	60 F
Ragon M. Ma sœur aux yeux d'Asie	59 F
L'accent de ma mère	17 F
Histoire de la littérature prolétarienne	56 F
Les mouchoirs rouges de Cholet	65 F
Robinet J. L'autodidacte	72 F
Simoën J.-C. Le canard sauvage	185 F
Touret F. Branle des petits seigneurs du pays de Thelle	24 F
Vallès J. Le proscrit	42 F
L'insurgé	21 F
Le bachelier	17 F
L'enfant	24 F
Viollet A. Les poètes du peuple au 19 ^e siècle	85 F
Voisin M. C'était le temps de la belle époque	40 F
Zola E. Travail	42 F
Germinal	18 F
La terre	27 F
L'assommoir	19 F
Le ventre de Paris	22 F

• LIVRES DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Balkanski G. Libération nationale et révolution sociale	45 F
Besnard P. Les syndicats ouvriers et la révolution sociale	39 F
Joyeux M. L'anarchie et la société moderne	40 F
Kropotkine P. L'entraide	35 F
La conquête du pain	40 F
Laisant M. La pilule ou la bombe	40 F
Leval G. Espagne libertaire 36-39	60 F
Proudhon P.-J. Idée générale de la révolution	45 F
Avertissements aux propriétaires	45 F
De la capacité politique des classes ouvrières	80 F
Proudhon/Marx Philosophie de la misère/Misère de la philosophie (3 tomes). Chaque	60 F

• MARXISME/ULTRA-GAUCHE

Berger C. Marx, l'association, l'anti-Lénine	31 F
Briclaner S. Pannekoek et les conseils ouvriers	51 F
Castoriadis La société bureaucratique (2 volumes). Chaque	29 F
L'expérience du mouvement ouvrier (2 volumes). Chaque	29 F
Collectifs Des tracts en mai 68	100 F
De la misère en milieu étudiant	10 F
Debord G. La société du spectacle	40 F
Fromm E. La conception de l'homme chez Marx	15 F
Guérin D. Rosa Luxemburg et la spontanéité révolutionnaire	26 F
Klein H.-J. La mort mercenaire	51 F
Gorz A. Adieux au prolétariat	25 F
Huhn W. Trotsky, le Staline manqué	25 F
IS La véritable scission dans l'internationale	40 F
Internationale situationniste (1958-1969)	120 F
Les cahiers du fédéralisme Karl Marx devant le tribunal révolutionnaire	30 F
Luxemburg R. Lettres et tracts de Spartacus	15 F
Rosa Luxemburg et sa doctrine	40 F
Mehring F. Karl Marx, histoire de sa vie	180 F
Marcuse H. Vers la libération	33 F
L'homme unidimensionnel	59 F
Pannekoek A. Les conseils ouvriers. Tome 1	45 F
Tome II	34 F
Rabaut J. Tout est possible	45 F
Ragon M. Karl Marx	15 F
Roussel J. Les enfants du prophète	12 F
Sanguinetti G. Du terrorisme et de l'Etat	37 F
Vérification sur les dernières chances de sauver le capitalisme en Italie	40 F
Tronti M. Ouvrier et capital	50 F
Venelgem R. Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations	57 F

• MOUVEMENT OUVRIER

Autogestion N° 7 et n° 9/10	15 et 35 F
Arvon H. L'autogestion	19 F
Besnard P. Les syndicats ouvriers et la révolution sociale	39 F
Blondeau Y. Le syndicat des correcteurs	38 F
Bouvier P. Métro-polis	38 F
Briot et Verbunt Immigrés dans la crise	45 F
Caroux-Destay J. Un couple ouvrier traditionnel	50 F

Thomas B. Les provocations-policieres	85 F
Victor S. Ce que tout révolutionnaire doit savoir de la répression	25 F

• KROPOTKINE

Kropotkine Paroles d'un révolté	22 F
Œuvres	35 F
L'entraide	45 F
L'éthique	35 F
L'idéal anarchiste, l'action anarchiste	10 F
La conquête du pain	40 F
L'anarchie, sa philosophie, son idéal	5 F
L'Etat, son rôle historique	16 F



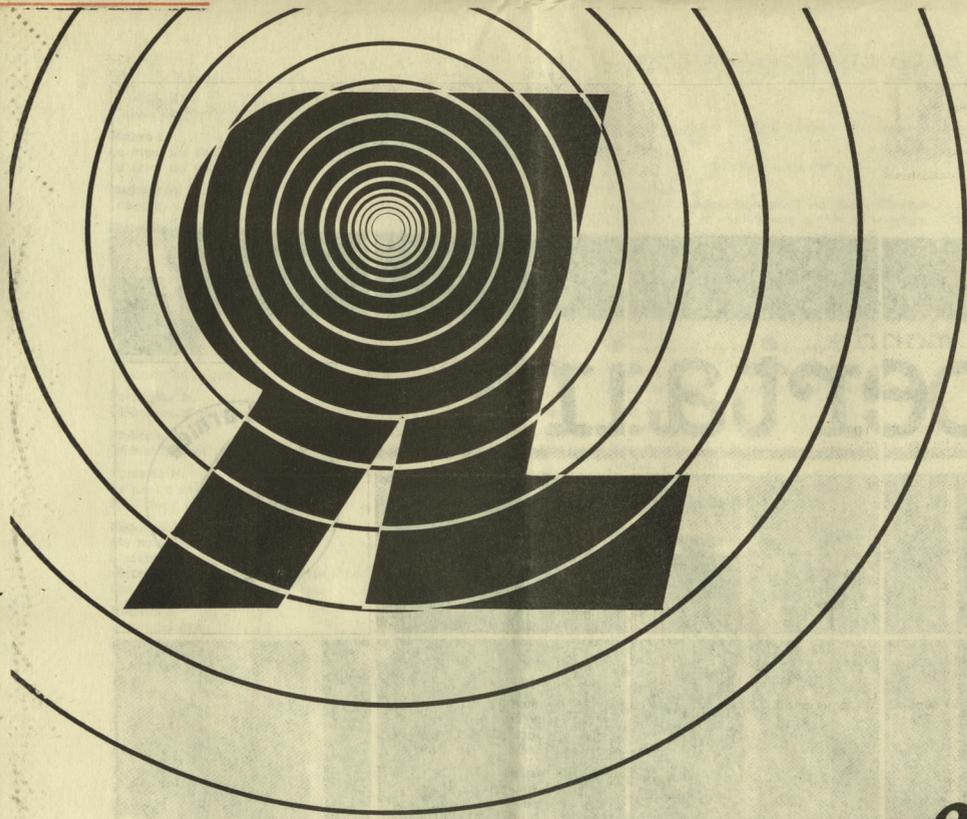
**Ce tee-shirt est en vente
à la librairie
du Monde libertaire
au prix de 70 F
Il est disponible
en plusieurs couleurs :
noir, jaune, rouge.**

• LA COMMUNE

Alemane J. Mémoires d'un communard	70 F
Andrieu Notes pour serrer à l'histoire de la Commune de 1871	24 F
Arnould A. L'Etat et la révolution	75 F
Collectif Aux origines de la Commune 1871, la Commune de Paris	80 F 96 F
Comtesse de Ségur Louise la pétroleuse	30 F
Chabrol J.-P. Le canon fraternité	100 F
Colloque de Paris La Commune de 1871	98 F
Conte G. Éléments pour une histoire de la Commune dans le 13 ^e	39 F
Dommanget M. Eugène Pottier	24 F
Guillemin H. L'avènement de M. Thiers	45 F
Groupe Louise-Michel La commune de Paris	10 F
Lejeune P. Louise Michel l'indomptable	22 F
Lidsky P. Les écrivains contre la Commune	50 F
Lissagaray P.-O. Histoire de la Commune	40 F
Louise Michel A travers la vie et la mort (poèmes) Mémoires	68 F 35 F
Matricule 2182	42 F
Souvenirs et aventures de ma vie	130 F
Noël B. Dictionnaire de la Commune (deux volumes). Chaque	20 F
Rougerie J. Procès des communards	38 F
Thomas A. Louise Michel une femme libertaire	39 F
Thomas E. Les « pétroleuses »	60 F
Louise Michel	55 F
Victorine B. Souvenirs d'une morte vivante	44 F

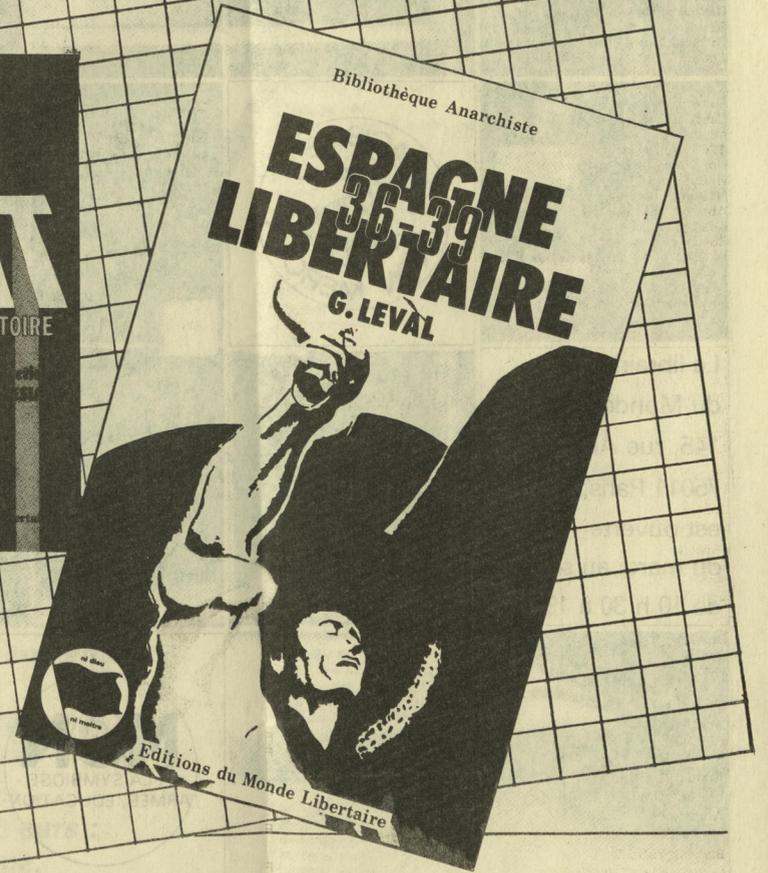
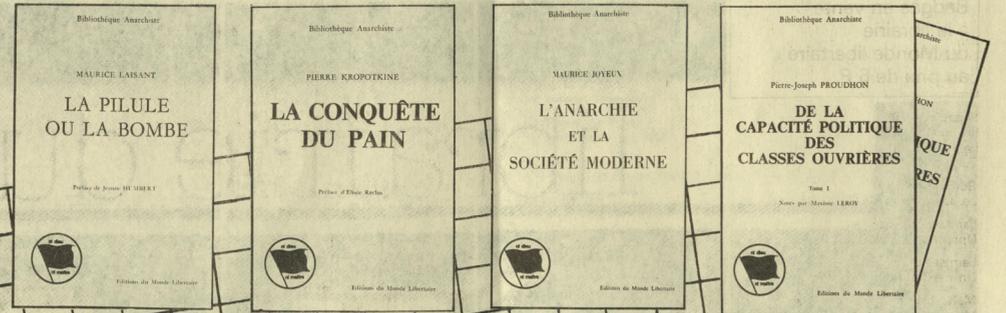
• LANGUES/SEMANTIQUES

Barker/Escarpit La faim de lire	67 F
Bertier et Collignon Lexique du français pratique	68 F
Le français pratique	55 F
Bourdieu P. Ce que parler veut dire	69 F
Chomsky N. Réflexions sur le langage	25 F
Principes de phonologie générative	45 F
Questions de sémantique	55 F
La linguistique cartésienne	50 F
Aspect de la théorie syntaxique	45 F
Structures syntaxiques	14 F
Chomsky/Halle/Jacobson Hypothèse et les fruits de la lecture	58 F
Larousse Français/Italien	22 F
Français/Allemand	20 F
Français/Espagnol	22 F
Français/Anglais	20 F



**Écoutons
la voix sans maître
sur 89,5 MHz**
RADIO-LIBERTAIRE, LA RADIO DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

Bibliothèque Anarchiste
Editions du Monde Libertaire





Badges en vente
à la librairie
du Monde libertaire
au prix de 6 F.

librairie du monde libertaire



A TOUTES LES RACES
VIVE LA RACE LIBRE !

La librairie
du Monde libertaire
145, rue Amelot,
75011 Paris,
est ouverte
du mardi au samedi
de 10 h 30 à 19 h.

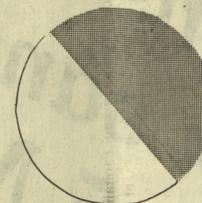


Photo Fred